

# DEUXIEME REUNION DE PRESSE DE MONSIEUR VALERY GISCARD D'ESTAING, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE, PARIS, PALAIS DE L'ELYSEE, LE JEUDI 24 OCTOBRE 1974.

LE PRESIDENT. JE VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE A L'ELYSEE POUR CETTE DEUXIEME REUNION\_DE\_PRESSE QUI VA ETRE CONSACREE, VOUS LE SAVEZ, ESSENTIELLEMENT A LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE, C'EST-A-DIRE QUE PENDANT LES PREMIERS TROIS QUARTS D'HEURE JE REPONDRAI UNIQUEMENT AUX QUESTIONS QUI PORTERONT SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE. JE REPONDRAI ENSUITE A TOUTES LES AUTRES QUESTIONS. =LA CRISE MONDIALE= LE MONDE EST MALHEUREUX. IL EST MALHEUREUX PARCE QU'IL NE SAIT PAS OU IL VA ET PARCE QU'IL DEVINE QUE S'IL LE SAVAIT, CE SERAIT POUR DECOUVRIR QU'IL VA A LA CATASTROPHE. C'EST CE MONDE MALHEUREUX QUE LES HOMMES\_D\_ETAT DOIVENT CONDUIRE ET C'EST CE MONDE MALHEUREUX QUE LES HOMMES D'INFORMATION DOIVENT ECLAIRER. JE VAIS DONC VOUS PARLER AUJOURD'HUI, POUR LA PREMIERE FOIS, DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE. JE VOUS LA DECRIRAI TELLE QU'ELLE EST, DANS LE MONDE TEL QU'IL EST. LES PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE SUCCESSIFS ASSUMENT, EN EFFET, LA RESPONSABILITE DE CETTE POLITIQUE EXTERIEURE, CHACUN POUR LA DUREE DE SON MANDAT. IL NE FAUT DONC PAS LA JUGER PAR COMPARAISON & CE N'EST D'AILLEURS PAS AINSI QUE JE RAISONNE. QUELLE EST LA SITUATION REELLE DU MONDE DANS LEQUEL NOUS VIVONS, SITUATION NOUVELLE ? QUELLE EST, DANS CE MONDE, LA SITUATION DE LA FRANCE ET LE ROLE QU'ELLE DOIT JOUER ?\

SI JE VOUS AI DEMANDE DE VENIR AUJOURD'HUI, C'EST POUR VOUS APPORTER MES REPONSES A CES QUESTIONS LORSQUE VOUS ME LES POSEREZ. LA CRISE DU MONDE ACTUEL EST UNE CRISE DURABLE. CE N'EST PAS LE PASSAGE D'UNE PERTURBATION, C'EST UNE REALITE, LA PRISE DE CONSCIENCE D'UN CHANGEMENT DURABLE. NOTRE ATTITUDE FACE A CETTE CRISE, FACE A CE CHANGEMENT, C'EST DE FAIRE EN SORTE QUE CE CHANGEMENT S'EFFECTUE POUR LE BIEN ET NON PAS POUR LE MAL\ =POLITIQUE EXTERIEURE = LA CRISE MONDIALE= QUAND ON EXAMINE LES GRANDES COURBES QUI DECRIVENT POUR L'AVENIR LES PHENOMENES DE NOTRE TEMPS, ON S'APERCOIT QUE PRATIQUEMENT TOUTES CES COURBES NOUS CONDUISENT A LA CATASTROPHE, ET J'EN CITERAI QUATRE EXEMPLES : L'EXEMPLE DEMOGRAPHIQUE : VOUS SAVEZ QUE LA POPULATION DU MONDE EST PASSEE D'UN MILLIARD D'HABITANTS EN 1800 A 2 MILLIARDS D'HABITANTS EN 1930, ET VOUS SAVEZ QU'ENTRE 1930 ET 1995, NOUS ASSISTERONS A UN TRIPLEMENT DE LA POPULATION DU MONDE, PASSANT DE 2 MILLIARDS A 6 MILLIARDS D'HABITANTS. DEUXIEME EXEMPLE : LES MATIERES PREMIERES ET L'ENERGIE : A L'HEURE ACTUELLE, LES RESSOURCES RECENSEES EN-MATIERE DE PETROLE CORRESPONDENT, SUR LA BASE DE LA CONSOMMATION DE L'ANNEE 1972, A 37 ANNEES DE CONSOMMATION & LES RESSOURCES EN-MATIERE DE GAZ NATUREL, A 41 ANNEES DE CONSOMMATION. DONC QUELS QU'AIENT ETE LES EVENEMENTS, QUELLES QU'AIENT ETE LES CRISES, IL FALLAIT S'ATTENDRE A CE QUE SE

PRODUISE, A UN MOMENT OU A UN AUTRE, LA PRISE DE CONSCIENCE DANS LE MONDE DE LA RARETE DE L'ENERGIE ET DE SES CONSEQUENCES ECONOMIQUES. TROISIEME DONNEE, L'ALIMENTATION : D'ICI 25 ANS, TOUTES LES TERRES CULTIVABLES DANS LE MONDE SERONT EFFECTIVEMENT CULTIVEES. ET, A L'HEURE ACTUELLE, AU-COURS DES QUINZE DERNIERES ANNEES, LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR TETE, N'A PAS AUGMENTE DANS L'ENSEMBLE DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES. ENFIN, SUR-LE-PLAN FINANCIER NATURELLEMENT, LES EVALUATIONS DOIVENT ETRE FAITES AVEC PRUDENCE, MAIS ON PEUT EVALUER, D'ICI 1980 UN ORDRE DE GRANDEUR D'AU-MOINS 300 MILLIARDS DE DOLLARS LE DEFICIT DU AUX SEULES IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS DE LA PART DES PAYS IMPORTATEURS, DEFICIT QUI NE SERA PAS COUVERT PAR DES EXPORTATIONS SUPPLEMENTAIRES.\

= POLITIQUE EXTERIEURE = LA CRISE MONDIALE= AUTREMENT DIT, IL Y AURA UNE FACTURE TOTALE D'ENERGIE TRES SUPERIEURE A CE CHIFFRE, UN DEVELOPPEMENT PROBABLE DES EXPORTATIONS, MAIS LE SOLDE NON COUVERT, C'EST-A-DIRE LES RESSOURCES QUE DEVRONT SE PROCURER LES PAYS IMPORTATEURS DE PETROLE SERONT DE-L-ORDRE, POUR LE MOINS, DE 300 MILLIARDS DE DOLLARS. LORSQU'ON REGARDE CETTE TENDANCE, ON S'APERCOIT QUE, NON SEULEMENT NOUS SOMMES DANS UNE PERIODE DE CHANGEMENT, MAIS QUE NOUS SOMMES DANS UNE PERIODE DE CHANGEMENT DISCONTINU, PUISQUE CES DESEQUILIBRES DONT J'AI PARLE, ETANT INSUPPORTABLES, DES EVENEMENTS SE PRODUIRONT, ICI OU LA, POUR QUE DE TELLES TENDANCES SOIENT REDRESSEES. ET CELA VEUT DONC DIRE QUE NOUS SOMMES, A L'HEURE ACTUELLE DANS UNE SITUATION DE CHANGEMENT INSTABLE. NOUS ASSISTERONS CERTAINEMENT, AU-COURS DES CINQ PROCHAINES ANNEES, A DES CHANGEMENTS AUSSI IMPREVUS ET AUSSI IMPORTANTS QUE CEUX QUE NOUS AVONS OBSERVES AU-COURS DES DERNIERES ANNEES ET QUI ONT ETE, PAR EXEMPLE, LA SUPPRESSION DE LA CONVERTIBILITE DU DOLLAR EN 1971 OU LA CRISE PETROLIERE DE L'AUTOMNE 1973, ET AINSI, NOUS DEVONS NOUS PREPARER, SUR-LE-PLAN DES EVENEMENTS MONDIAUX, A ETRE CAPABLES DE GERER L'IMPREVISIBLE\

=LA POLITIQUE FRANCAISE FACE A LA CRISE MONDIALE= QUELLE EST, DANS CETTE SITUATION, LA PRIORITE A DONNER A LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ? FACE A CETTE SITUATION DE CRISE, C'EST DE TOUT FAIRE POUR QUE CETTE CRISE DEBOUCHE SUR UN PROGRES, AU LIEU DE DEBOUCHER SUR UNE CATASTROPHE ET CELA REPRESENTA DEUX ORIENTATIONS FONDAMENTALES : D'ABORD LUTTER CONTRE LES GASPILLAGES ET CONTRE LES INEGALITES QUI CONDUIRAIENT, LES UNS ET LES AUTRES, A L'EXTINCTION DE NOTRE MONDE PAR L'INSUFFISANCE DE SES RESSOURCES, ET D'AUTRE\_PART, PRENDRE TOUTES LES INITIATIVES NECESSAIRES POUR QUE LES RELATIONS ENTRE LES NATIONS TIENNENT\_COMPTE DE CES CIRCONSTANCES NOUVELLES. CES CIRCONSTANCES NOUVELLES, QUELLES SONT-ELLES ? C'EST, JE CROIS, A L'OCCASION DE CETTE CRISE DE L'ENERGIE, UNE PRISE DE CONSCIENCE SUPPLEMENTAIRE DE L'INTERDEPENDANCE ENTRE LES NATIONS. EN REALITE, FACE A CES EVENEMENTS, TOUTES LES NATIONS SONT SOLIDAIRES OU SONT AFFECTEES : LES PLUS PAUVRES, C'EST TOUT A FAIT EVIDENT MAIS AUSSI LES PLUS RICHES, COMME LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE DONT, AU-COURS DES PROCHAINES ANNEES, LA DEPENDANCE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR VA S'ACCROITRE ET NON PAS, COMME ON LE CROIT PARFOIS, DIMINUER. CETTE INTERDEPENDANCE AFFECTERA TOUS LES ETATS, Y COMPRIS D'AILLEURS, ET J'AURAI L'OCCASION DE LE DIRE TOUT A L'HEURE, SI LA QUESTION M'EST POSEE, LES ETATS PRODUCTEURS DE PETROLE CONCERNANT L'ECOULEMENT DE LEURS PRODUITS ET LE DEPLACEMENT DE LEURS EXCEDENTS. DANS UNE SITUATION D'INTER-DEPENDANCE, IL EST EVIDENT QUE LES SOLUTIONS A RECHERCHER NE PEUVENT PAS ETRE DES SOLUTIONS DE DOMINATION ET C'EST POURQUOI LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE DONNERA LA PRIORITE, CHAQUE FOIS, AUX SOLUTIONS QUI PEUVENT ETRE DES SOLUTIONS DE CONCERTATION ET DE NEGOCIATION. JE CROIS QUE

CES SOLUTIONS SONT POSSIBLES ET JE M'EFFORCERAI D'AILLEURS DE VOUS EN APPORTER L'INDICATION A L'OCCASION DES QUESTIONS QUE VOUS ME POSEREZ\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LA CRISE MONDIALE= CETTE MEME DEMARCHE S'APPLIQUE A L'EUROPE. L'EUROPE EST, A L'HEURE ACTUELLE, MENACEE DE DECLIN DEMOGRAPHIQUE PUISQUE VOUS SAVEZ QUE, DEPUIS DIX ANS, LA TOTALITE DES PAYS EUROPEENS, CE NE SONT PAS LES SEULS D'AILLEURS, MAIS LA TOTALITE DES PAYS EUROPEENS SONT ENTRES DANS LA VOIE D'UN RALENTISSEMENT DEMOGRAPHIQUE RAPIDE. L'EUROPE EST EGALEMENT MENACEE D'APPAUVRISSMENT DU FAIT DE TRANSFERTS DE RESSOURCES DES PAYS INDUSTRIALISES VERS LES PAYS DETENTEURS D'ENERGIE OU DE MATIERES PREMIERES. AINSI, ON RISQUE D'ASSISTER, AU-COURS DES PROCHAINES ANNEES, A UNE SORTE DE DESCENTE DE L'EUROPE, PENDANT QUE LES AUTRES MONTERONT. C'EST, EN QUELQUE MANIERE, LA REVANCHE CONTRE L'EUROPE DU XIXEME SIECLE ET CECI NOUS INVITE A POURSUIVRE AVEC PATIENCE, ET IL EN FAUT, L'ORGANISATION DE L'UNION DE L'EUROPE, CAR NOUS AURONS PEUT-ETRE A ORGANISER ENSEMBLE L'EUROPE DE LA NECESSITE\

VOICI LES QUELQUES REFLEXIONS QUE JE VOULAIS VOUS FAIRE EN OUVERTURE A CETTE REUNION\_DE\_PRESSE ET AVANT QUE JE REPONDE A VOS QUESTIONS. JE VOUS DIRAI QUE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE AINSI DECRITE PRESENTE QUATRE CARACTERES : D'ABORD LA SOUVERAINETE DE DECISION. LA FRANCE ENTEND ETRE LIBRE DE PRENDRE LES DECISIONS QUI INTERESSENT SA VIE, SES RELATIONS INTERNATIONALES ET, DONC, DE PRENDRE SES DECISIONS SOUVERAINEMENT, BIEN ENTENDU DANS LE RESPECT DES TRAITES OU DES ACCORDS QUE LA FRANCE A SOUSCRITS. C'EST ENSUITE UNE POLITIQUE MONDIALISTE, PARCE QUE JE SUIS CONVAINCU, A L'HEURE ACTUELLE, QUE LES PROBLEMES QUI SE POSENT, SE POSENT EN REALITE, A L'ECHELLE MONDIALE ET QU'IL FAUT DONC PRENDRE LA PERSPECTIVE ET LA DIMENSION MONDIALES DANS LA RECHERCHE DES SOLUTIONS. C'EST UNE POLITIQUE DE CONCERTATION, DONNANT LE PAS A LA CONCERTATION SUR LA CONFRONTATION. ET C'EST ENFIN, UNE POLITIQUE LIBERALE, JE VEUX DIRE QUE LA FRANCE VOULANT AVOIR UNE POLITIQUE INTERNE LIBERALE DOIT AVOIR AUSSI UNE POLITIQUE ET UNE IMAGE EXTERNES LIBERALES. VOICI MES PREMIERES REFLEXIONS ET VOICI MAINTENANT, JE LE CROIS, VOS QUESTIONS\

=POLITIQUE EXTERIEURE= M. PASSERON - MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DEPUIS NOTRE DERNIERE REUNION\_DE\_PRESSE VOUS AVEZ, A PLUSIEURS REPRISES, PARLE DE L'EUROPE ET VOUS VENEZ DE LE FAIRE DE NOUVEAU. MAIS RECEMMENT, LE PREMIER MINISTRE ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ONT ENVISAGE, DANS-LE-CADRE DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE, DES ABANDONS DE SOUVERAINETE OU DES TRANSFERTS DE SOUVERAINETE. POUVEZ-VOUS, A CE SUJET, PRECISER QUEL EST VOTRE PLAN POUR LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE ET VOTRE CONCEPTION AU SUJET DES TRANSFERTS DE SOUVERAINETE ?. LE PRESIDENT - LA THEOLOGIE N'A JAMAIS FAIT AVANCER L'EUROPE ELLE L'A FAIT RECULER, PARCE QUE LA THEOLOGIE ENFERME LES EUROPEENS DANS LEURS QUERELLES AU LIEU DE LES CONDUIRE A POSER LES PROBLEMES EN TERMES NOUVEAUX ET CONTEMPORAINS. IL EXISTE, DU SEUL FAIT DE TOUTE ORGANISATION, DES REDUCTIONS DE SOUVERAINETE. PARLE-T-ON DE TRANSFERTS ? PARLE-T-ON DE TRANSFERTS DE SOUVERAINETE ? JE DONNE UN EXEMPLE : LES PRIX AGRICOLES. A L'HEURE ACTUELLE, ON A BIEN VU QUE CETTE ATTRIBUTION CLASSIQUE DE LA POLITIQUE NATIONALE, QUI ETAIT DE FIXER LE PRIX DU LAIT OU LE PRIX DU BLE, ETAIT DESORMAIS UNE ATTRIBUTION QUI S'EXERCAIT DANS UN AUTRE\_CADRE ET QUI ETAIT DONC, A CET EGARD, TRANSFEREE. ON NE PEUT PAS ORGANISER UN ENSEMBLE SANS QUE DES DECISIONS QUI, NORMALEMENT, SONT PRISES SUR-UN-PLAN ISOLE OU NATIONAL, SOIENT CONCERTEES OU DECIDEES A UN ECHELON SUPERIEUR\

=POLITIQUE EXTERIEURE= CONCERNANT L'ORGANISATION DE L'EUROPE, A MON SENTIMENT ELLE DOIT PROCEDESSER SUID DEUX VOIES LA DEEMIEDE VOIE C'EST LA

SENTIMENT ELLE DOIT PROGRESSER SUR DEUX VOIES. LA PREMIERE VOIE, C'EST LA VOIE DE LA PRATIQUE DES INSTITUTIONS POLITIQUES DE L'EUROPE. JE SAIS BIEN QUE LORSQU'ON PARLE DES INSTITUTIONS, ON DIT TOUT DE SUITE : "MAIS QU'EST CE QUE CELA PEUT FAIRE, LES INSTITUTIONS ? PARLEZ-NOUS DE LA SUBSTANCE

- "ET PUIS, QUAND ON PARLE DE LA SUBSTANCE, ON DIT : "MAIS LA SUBSTANCE... VOUS VOUS PERDEZ DANS LES DETAILS, CE QUI EST IMPORTANT C'EST QUE L'EUROPE AIT DES INSTITUTIONS, FAUTE DE QUOI ELLE NE POURRA JAMAIS TRAITER LES PROBLEMES

- IL FAUT DONC PROGRESSER LE LONG DE CES DEUX VOIES. SUR-LE-PLAN INSTITUTIONNEL, VOUS SAVEZ QUE, POUR MOI, L'ESSENTIEL C'EST L'ORGANISATION PERIODIQUE DE RENCONTRES DE CHEFS DE GOUVERNEMENTS EUROPEENS PLUSIEURS FOIS PAR AN, VISANT A LA FOIS A FAIRE ENSEMBLE LE POINT DES PROGRES DE L'UNION EUROPEENNE ET, D'AUTRE\_PART, A EXERCER ENSEMBLE LA RESPONSABILITE SUPREME DE CE QU'ON APPELLE LA CONCERTATION POLITIQUE, CECI DEVANT SE FAIRE DANS-LE-CADRE DU TRAITE\_DE\_ROME, POUR TOUT CE QUI EST LA PARTIE PROGRES DE L'UNION DE L'EUROPE ET, CE FAISANT, DANS-LE-CADRE DE LA CONCERTATION POLITIQUE =CONSEIL\_EUROPEEN= POUR CE QUI EST DE CELLE-CI. ET C'EST CE DONT NOUS NOUS SOMMES ENTRETENUS AVEC LES CHEFS DE GOUVERNEMENTS A PARIS EN SEPTEMBRE DERNIER =1974= , MAIS IL FAUT EGALEMENT FAIRE AVANCER LA SUBSTANCE. OR, LES EVENEMENTS RECENTS MONTRENT, JE CROIS, QU'IL EN EST DE L'EUROPE COMME DE CHACUN DE NOS ETATS, EN-PARTICULIER DE LA FRANCE, C'EST-A-DIRE QU'IL FAUT QUE L'EUROPE PRENNE UNE VISION A MOYEN TERME DE SON AVENIR ET QUE DONC ELLE S'INTERROGE SUR CE QUE SERONT, D'ICI QUELQUES ANNEES, L'EQUILIBRE DE SA BALANCE EXTERIEURE, SON APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE, SON APPROVISIONNEMENT EN MATIERES PREMIERES, SON NIVEAU D'EMPLOI COMPTE\_TENU D'UNE CROISSANCE PROBABLE PLUS MODEREE AU-COURS DES ANNEES A VENIR, SI BIEN QU'IL EST IMPORTANT, JE CROIS, QUE LES CHEFS DE GOUVERNEMENTS EUROPEENS ENTREPRENNENT ENSEMBLE, AVEC LE \_CONCOURS DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES, DE DEFINIR CES PERSPECTIVES COMMUNAUTAIRES A MOYEN TERME, ET CELA POURRAIT ETRE UN DEUXIEME OBJET DE REFLEXION POUR UNE REUNION DE CES CHEFS DE GOUVERNEMENTS. C'EST LE MOTIF POUR LEQUEL J'AI ADRESSE CE MATIN UNE INVITATION, LA FRANCE ETANT PRESIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL\_DES\_MINISTRES DES COMMUNAUTES\_EUROPEENNES, POUR INVITER LES CHEFS DE GOUVERNEMENTS A SE REUNIR A PARIS, A UNE DATE QUI DEVRA NATURELLEMENT ETRE ARRETEE EN\_COMMUN, COMPTE\_TENU DES POSSIBILITES DE CHACUN, MAIS SE SITUANT A LA FIN DU MOIS DE NOVEMBRE OU AU DEBUT DU MOIS DE DECEMBRE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, POUR QUELQU'UN QUI, COMME MOI, REVIENT DES ETATS-UNIS, UNE DES CHOSES FRAPPANTES, C'EST QUE LES AMERICAINS QUI, EUX AUSSI ET PLUS ENCORE QUE NOUS, ONT LE SENTIMENT DE RENTRER DANS UNE PERIODE DE CRISE, SE PLAIGNANT EN MEME TEMPS DU MANQUE DE LEADERSHIP, COMME ILS DISENT, COMME NOUS COMMENCONS A DIRE NOUS AUSSI, DE LEUR POUVOIR POLITIQUE, LEQUEL APPAREMMENT S'EN TIENT A LEUR DIRE QUE LES ETATS-UNIS NE SONT MEME PAS RENTRES DANS UNE RECESSION. CERTAINS VONT JUSQU'A AJOUTER : EN EUROPE, VOUS AVEZ PLUS\_DE CHANCE, VOUS AVEZ M. GISCARD D'ESTAING, VOUS AVEZ M. HELMUT SCHMIDT, QUI, EUX, PEUVENT. LE PRESIDENT - C'EST FORT AIMABLE, JE VOUS REMERCIE. CE N'EST PAS UNE QUESTION, J'ESPERE QUE C'EST UNE AFFIRMATION. QUESTION - ALORS, VOUS, CONTRAIREMENT DONC A CE QUE DIT LE GOUVERNEMENT AMERICAIN, VOUS N'HESITEZ PAS A PRONONCER LE MOT DE CRISE, CELA DIT, IL RESTE A SAVOIR SI LA FRANCE A UNE ANALYSE DE CETTE CRISE ET, SINON, DES SOLUTIONS A PROPOSER, TOUT AU-MOINS DES ORIENTATIONS. EST-CE QUE CETTE CRISE DOIT DEBOUCHER OU NON SUR GRAVE DEPRESSION ? EST-CE QU'ELLE DOIT S'ACCOMPAGNER OU NON DE LA PERTE DU TRAVAIL POUR UN GRAND NOMBRE DE GENS ? EST-CE QUE LE MAINTIEN DU LIBRE

ECHANGE QUI, JE CROIS, EST LA BASE MEME DE LA SOCIETE LIBERALE DANS LAQUELLE VOUS VOUS PLACEZ EST OU NON COMPATIBLE, EST POSSIBLE SANS UN ASSANISSEMENT FINANCIER A L'ECHELLE INTERNATIONALE ET LEQUEL ? EST-CE QUE TOUS CES EVENEMENTS IMPLIQUENT OU NON UN CHANGEMENT DE POLITIQUE VIS-A-VIS DU TIERS-MONDE ? ALORS, MA QUESTION EST LA SUIVANTE : EST-CE QUE LA FRANCE A, EN QUELQUE SORTE, UNE VISION POLITIQUE DE LA CRISE, ET LAQUELLE ?. LE PRESIDENT - JE SOUHAITE QUE VOS QUESTIONS PORTENT SUR DES POINTS PARTICULIERS DE CETTE CRISE : ASPECT ENERGETIQUE, RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS. VOUS ME POSEZ UNE QUESTION SUR L'ENSEMBLE, SUR L'ENSEMBLE J'AI REPONDU TOUT A L'HEURE QUE C'EST UNE CRISE, PARCE QUE C'EST UN CHANGEMENT PROFOND ET DURABLE DES RELATIONS ECONOMIQUES MONDIALES. CE N'EST PAS, COMME ON A PU EN CONNAITRE, UN CHANGEMENT DE CONJONCTURE, C'EST UN CHANGEMENT PROFOND. LES TRANSFERTS DE RESSOURCES QUI ONT ETE OPERES DEPUIS L'AUTOMNE 1973 SONT TELS QUE C'EST UN CHANGEMENT PROFOND, ENTRAINANT DES CONSEQUENCES GLOBALES\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LA CRISE MONDIALE= C'EST, EN EFFET, A L'ORIGINE UN PRELEVEMENT DEFLATIONNISTE LIE, C'EST TOUT A FAIT CLAIR, A L'ENSEMBLE DES SOMMES PRELEVEES A L'OCCASION DU RENCHERISSEMENT DU PRIX DES PETROLES, PRELEVEMENT DEFLATIONNISTE S'EXERCANT SUR UNE ECONOMIE MONDIALE DEJA MALADE, MAIS MALADE AU SENS CONTRAIRE, PUISQUE C'ETAIT UNE ECONOMIE MALADE DE L'INFLATION ET C'EST DONC EN EFFET UNE SITUATION DE CRISE ECONOMIQUE MONDIALE. FACE A CETTE CRISE, JE VOUDRAIS D'ABORD DIRE QU'IL N'Y A AUCUNE CHANCE QU'AUCUN ETAT TOUT SEUL, QUEL QU'IL SOIT, AIT LA POSSIBILITE DE TRAITER LE PROBLEME DANS SA TOTALITE. DANS L'ECONOMIE FRANCAISE, NOUS POUVONS PRENDRE DES MESURES, J'EN PARLERAI TOUT A L'HEURE, CONCERNANT NOTRE SITUATION SPECIFIQUE, MAIS NOUS SOMMES SOLIDAIRES DE LA CONJONCTURE MONDIALE £ IL EN EST AINSI POUR TOUS LES PAYS, LE JAPON A ETE TRES ATTEINT PAR CETTE CRISE, LES ETATS-UNIS EUX-MEMES CONNAISSENT, SUR-LE-PLAN DE LA CROISSANCE ET DU CHOMAGE UNE SITUATION TRES DIFFICILE £ DONC, C'EST UNE SITUATION DE CRISE OU DE DIFFICULTES ECONOMIQUES MONDIALE. MA SECONDE IDEE, C'EST QUE POUR LA TRAITER, POUR TRAITER LES PROBLEMES, IL FAUT RECHERCHER LES PROCEDURES DE CONCERTATION. ON POURRAIT IMAGINER DES PROCEDURES DE CONFRONTATION OU DE DOMINATION SUR LES DIFFERENTS SUJETS DONT NOUS PARLERONS, JE LE PENSE £ JE VOUS EXPOSERAI POURQUOI ET COMMENT, A MON AVIS, IL FAUT RECHERCHER DES SOLUTIONS DE CONCERTATION\

=POLITIQUE EXTERIEURE= ENFIN, S'IL FAUT ETRE CONSCIENT DU PROBLEME, IL NE FAUT PAS NON PLUS EXAGERER SYSTEMATIQUEMENT LE PERIL, CAR DANS UNE CERTAINE MESURE, DANS UN MONDE GOUVERNE PAR L'OPINION PUBLIQUE DANS LEQUEL, D'AILLEURS, VOS RESPONSABILITES SONT CONSIDERABLES, L'EXAGERATION DU PERIL EST EGALEMENT LA CAUSE DU PERIL ET IL FAUT SAVOIR QUE LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE MONDIALE POUR 1975 JUSTIFIENT LA PREOCCUPATION, MAIS NE JUSTIFIENT PAS LA DRAMATISATION OU EN TOUT CAS LA PERCEPTION D'UNE SITUATION DE CRISE COMPARABLE AUX GRANDS PRECEDENTS, NOTAMMENT AU PRECEDENT DES ANNEES 30 =1930=. POUR LA PLUPART DES GRANDS PAYS MONDIAUX, EN EFFET, ON PREVOIT, A L'HEURE ACTUELLE, UNE CROISSANCE ECONOMIQUE EN 1975 LEGEREMENT PLUS RAPIDE QU'EN 1974 £ POUR L'ENSEMBLE DES GRANDS PAYS INDUSTRIELS, LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE 1974 EST 1,9 %, CROISSANCE TRES FAIBLE ET, A L'HEURE ACTUELLE, LES ORGANISMES INTERNATIONAUX PREVOIENT 2,9 % DE CROISSANCE, C'EST-A-DIRE PRES DE 3 % DE CROISSANCE EN 1975, CE N'EST PAS LA SITUATION ET DE LOIN, DES ANNEES 30. DONC, NOUS SOMMES DANS UNE SITUATION DE DIFFICULTES ECONOMIQUES MONDIALES APPELANT DES SOLUTIONS ET DES INITIATIVES ET JUSQU'A PRESENT LES SOLUTIONS N'ONT PAS ETE DEGAGEES ET LES

INITIATIVES N'ONT PAS TOUJOURS ETE PRISES, MAIS IL NE FAUT PAS LA RESENTIR OU LA DECRIRE COMME ETANT IDENTIQUE OU COMPARABLE A LA SITUATION DE LA GRANDE CRISE MONDIALE DES ANNEES 30\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION.- SI JE SUIS INTERROGE SUR-LE-PLAN ENERGETIQUE, COMMENT PENSEZ-VOUS QUE LA FRANCE PUISSE EVITER D'ETRE ECARTELEE DANS SA VOLONTE DE CONCERTATION ENTRE LE DESIR D'AVOIR DES RELATIONS PRIVILEGIEES AVEC LES PAYS PETROLIERS PRODUCTEURS ET DANS SA VOLONTE DE SOLIDARITE AVEC LES NATIONS INDUSTRIALISEES. ET, DANS CE CONTEXTE, QUELS MOYENS VOYEZ-VOUS DE DISSUADER CES MEMES PAYS PRODUCTEURS, DE RECOURIR A DES HAUSSES IMPORTANTES NOUVELLES QUE LES ECONOMIES NE SERAIENT PAS A MEME DE SUPPORTER ? LE PRESIDENT - VOICI, MONSIEUR VERNAY UN PREALABLE EN REPOSE A VOTRE QUESTION £ J'Y REpondRAI TOUT A FAIT A L'HEURE ACTUELLE £ LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE COMPORTE TROIS FACTEURS DE DESEQUILIBRE. IL Y A D'UNE\_PART L'INFLATION MONDIALE, IL Y A D'AUTRE\_PART LA DESORGANISATION COMPLETE DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ET IL Y A ENFIN LA HAUSSE BRUSQUE DU PRIX DE CERTAINES MATIERES PREMIERES, EN REALITE A L'HEURE ACTUELLE ESSENTIELLEMENT LES MATIERES PETROLIERES, ET CE SONT TROIS CAUSES DISTINCTES. DANS UNE CERTAINE MESURE, ELLES SONT RELIEES £ ON PEUT TOUJOURS EXPLIQUER QUE L'UNE A POUSSE PLUS OU MOINS A L'APPARITION DE L'AUTRE, C'EST VRAI MAIS, PROFONDEMENT, ELLES SONT DISTINCTES, CHACUNE D'ELLES AVAIT DES RAISONS SPECIFIQUES DE SE PRODUIRE : L'INFLATION, EN-RAISON DU CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS SOCIOLOGIQUES A NOTRE EPOQUE, LA DISLOQUATION DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL, A LA SUITE DES CREATIONS MONETAIRES TOUT A FAIT ABUSIVES DES ANNEES 1960 A 1970 ET LA HAUSSE DU PRIX DE L'ENERGIE, PARCE QU'IL Y A UNE RAREFACTION DE L'ENERGIE DANS LE MONDE PREVISIBLE. DONC IL Y A 3 DESEQUILIBRES, EN REALITE, QUI SONT DES DESEQUILIBRES AUTONOMES ET ON NE PEUT PAS PRETENDRE, CONTRAIREMENT A CE QUE PRONENT CERTAINS, REGLER CES 3 PROBLEMES EN N'EN TRAITANT QU'UN SEUL. . IL Y A DES SPECIALISTES QUI DISENT QUE SI L'ON TRAITAIT L'INFLATION, DU MEME COUP ON RETABLIRAIT LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ET ON MODERERAIT LE PRIX DES PETROLES£ JE NE LE CROIS PAS £ D'AUTRES DISENT QUE TOUT LE MAL EST DANS LE SYSTEME INTERNATIONAL ET QUE LE RESTE SERAIT REGLE£ JE NE LE CROIS PAS NON PLUS, IL FAUT TRAITER CES TROIS PROBLEMES DE FACON DISTINCTE MAIS CE QUI EST TRES FRAPPANT, C'EST QUE SI UN DE CES PROBLEMES NE PEUT PAS SERVIR A REGLER LES AUTRES, EN SENS INVERSE CHACUN£D'ENTRE EUX EST SUSCEPTIBLE DE COMPLIQUER LA SOLUTION DES AUTRES CAR UNE NOUVELLE AUGMENTATION DES PRIX DE L'ENERGIE ACCELERE L'INFLATION ET POUSSE A LA DESAGREGATION DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL£ DE MEME, LE DESORDRE MONETAIRE POUSSE LA HAUSSE DU PRIX DU PETROLE, ETC£ DONC, NOUS AVONS TROIS PROBLEMES £ LA SOLUTION DE CHACUN DE CES PROBLEMES NE PEUT PAS AIDER LA SOLUTION DES AUTRES MAIS EN SENS INVERSE, LA DIFFICULTE SUPPLEMENTAIRE RETENTIT SUR LES AUTRES £ IL FAUT DONC LES TRAITER CHACUN. \

=POLITIQUE EXTERIEURE= J'EN VIENS AU PROBLEME DU PRIX DE L'ENERGIE QUI EST ESSENTIELLEMENT LE PRIX DU PETROLE, VOUS LE SAVEZ. LA POSITION ACTUELLE DE LA FRANCE REPOSE SUR L'HYPOTHESE SUIVANTE : C'EST QU'IL EST DE L'INTERET COMMUN DES PRODUCTEURS, DES CONSOMMATEURS INDUSTRIALISES ET DES CONSOMMATEURS NON INDUSTRIALISES DE POUVOIR PROCEDER A UN EXAMEN OBJECTIF DU PROBLEME. C'EST EVIDEMMENT DE L'INTERET DES PAYS CONSOMMATEURS INDUSTRIALISES, C'EST CERTAIN. C'EST ENCORE PLUS DE L'INTERET DES PAYS CONSOMMATEURS NON INDUSTRIALISES\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LE PRIX DU PETROLE= A L'HEURE ACTUELLE, SI NOUS AVONS DES PREOCCUPATIONS ECONOMIQUES EN CE QUI NOUS CONCERNE, IL FAUT SAVOIR QUE CES PREOCCUPATIONS SONT BEAUCOUP PLUS GRAVES POUR CE QUI EST DES PAYS

QUE CES PREOCCUPATIONS SONT BEAUCOUP PLUS GRAVES POUR CE QUI EST DES PAYS IMPORTATEURS =CONSUMMATEURS= DE PETROLE NON INDUSTRIALISES. C'EST AUJOURD'HUI LA JOURNEE MONDIALE DU DEVELOPPEMENT, C'EST-A-DIRE LA JOURNEE MONDIALE OU L'OPINION DEVRAIT PRENDRE CONSCIENCE DE L'AMPLEUR DES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE. VOUS SAVEZ QUE LES PERSPECTIVES SONT POUR LES PROCHAINES ANNEES NON PAS UNE ELEVATION DU NIVEAU\_DE\_VIE DES POPULATIONS, DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DEMUNIS DE RESSOURCES PETROLIERES, MAIS LA POURSUITE DE LA BAISSSE DU NIVEAU\_DE\_VIE DE CES POPULATIONS QUI REPRESENTENT A L'HEURE ACTUELLE UN MILLIARD DE PERSONNES DANS LE MONDE ET DONC, IL EST CERTAIN QUE POUR CES GRANDS PAYS TRES PEUPLES ET IMPORTATEURS DE PETROLE, IL Y A LE PLUS GRAND INTERET A CE QU'UNE CONCERTATION SOIT POSSIBLE. MAIS JE CONSIDERE EGALEMENT QUE C'EST L'INTERET DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE, ET CECI A DEUX EGARDS\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LE PRIX DU PETROLE = LES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE= NATURELLEMENT IL EST IMPORTANT POUR EUX DE TIRER A L'HEURE ACTUELLE EN 1975 LE PLUS GRAND PROFIT POSSIBLE DE LEURS RESSOURCES, MAIS L'ECONOMIE MONDIALE, LEUR PROPRE VIE NE S'ARRETERA PAS EN 1975 ET DONC, CE QUI EST IMPORTANT, C'EST QU'ILS SOIENT ASSURES DE TIRER DE LEURS RESSOURCES NATURELLES UN REVENU SUFFISANT DANS LES ANNEES A VENIR, ET CETTE GARANTIE, ILS NE POURRONT LA TROUVER QUE DANS DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES FAVORABLES, MAINTENANT UN NIVEAU SUFFISANT DE CONSOMMATION ET EVITANT DES CRISPATIONS ECONOMIQUES DE TOUTES \_NATURES, RENCHERISSANT D'AILLEURS LES PRODUITS QU'ILS ACHETENT EUX-MEMES. CETTE CONCERTATION EST EGALEMENT SOUHAITABLE EN CE QUI LES CONCERNE POUR CE QUI EST DE LEURS PLACEMENTS, CAR ILS AURONT A INVESTIR DES SOMMES CONSIDERABLES DANS LES PROCHAINES ANNEES, ET IL NE FAUT PAS CROIRE QU'INVESTIR DANS UN MONDE TROUBLE SOIT UNE OPERATION FACILE ET COMPORTANT TOUTES SORTES DE SECURITES £ LA SECURITE PROVIENT DE LA STABILITE ECONOMIQUE MONDIALE. DONC, ILS ONT INTERET EGALEMENT A CE QUE CES PROBLEMES FASSENT L'OBJET D'UNE CONCERTATION ET DONC, TOUTE L'HYPOTHESE SUR LAQUELLE REPOSE L'ATTITUDE DE LA FRANCE, C'EST DE FAIRE EN SORTE QUE CETTE CONCERTATION SOIT POSSIBLE ET DONC QU'ELLE INTERVIENNE. SI NOUS N'AVONS PAS PARTICIPE A TELLE OU TELLE ORGANISATION DONT NOUS COMPRENNONS NATURELLEMENT LES OBJECTIFS, C'EST PARCE QUE DE TELLES ORGANISATIONS MISES SUR PIED EN L'ABSENCE DE CONCERTATION INTERNATIONALE RISQUENT D'ORIENTER LA SOLUTION DU PROBLEME VERS LA CONFRONTATION ET NON PAS VERS LA CONCERTATION\

=POLITIQUE EXTERIEURE= JE CROIS, POUR MA PART, QUE LA REUNION D'UNE CONFERENCE D'UN NOMBRE RESTREINT DE PAYS, ET QUAND JE DIS RESTREINT, JE PENSE A UN CHIFFRE DE-L-ORDRE DE 10 OU 12, QUI INTERVIENDRAIT AU DEBUT DE L'ANNEE 1975 ET QUI REUNIRAIT EN NOMBRE EGAL DES PAYS REPRESENTANT LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE PETROLE, DES PAYS REPRESENTANT LES PAYS INDUSTRIALISES IMPORTATEURS DE PETROLE, ET D'AUTRES REPRESENTANT LES PAYS NON INDUSTRIALISES IMPORTATEURS DE PETROLE, UNE TELLE CONFERENCE POURRAIT AVOIR UNE GRANDE UTILITE, SI ELLE CHERCHAIT A TRAITER LES DEUX PROBLEMES SUIVANTS : LE PREMIER PROBLEME, C'EST LA \_NATURE DE LA GARANTIE QUI PEUT ETRE OFFERTE AUX PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE CONCERNANT LA PROTECTION DE LEUR REVENU, AUTREMENT DIT LE PROBLEME DE L'INDEXATION DU PRIX DU PETROLE SUR UN CERTAIN NOMBRE D'ELEMENTS DE REFERENCE. EN CONTREPARTIE DE LA RECHERCHE D'UN ACCORD SUR CE POINT, DEVRAIENT ETRE EXAMINEES LES CONDITIONS DANS LESQUELLES DOIT SE DEROUER LA PHASE ACTUELLE D'AJUSTEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE, CAR UN AJUSTEMENT EST NECESSAIRE, ET LA GARANTIE DU REVENU NE PEUT PAS ETRE DONNEE A-PARTIR DE N'IMPORTE QUEL NIVEAU DE REVENU, ENCORE MOINS, BIEN ENTENDU, A-PARTIR D'UNE RELANCE

PERPETUELLE DU PRIX OU DE L'INFLATION. UN AJUSTEMENT EST NECESSAIRE POUR ETABLIR LE NIVEAU \_GENERAL A-PARTIR DUQUEL LA GARANTIE DEVRAIT JOUER, ET NOUS ENTRONS EN \_RAPPORT, A-PARTIR D'AUJOURD'HUI, AVEC LES PRINCIPAUX PARTENAIRES INDUSTRIALISES, NON INDUSTRIALISES, EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS, POUR RECHERCHER AVEC EUX COMMENT UNE TELLE CONFERENCE POURRAIT ETRE ORGANISEE AU DEBUT DE L'ANNEE 1975. CETTE IDEE, D'AILLEURS, AVAIT ETE IMAGINEE PAR D'AUTRES QUE NOUS, ELLE A ETE EXPRIMEE PAR EXEMPLE A PLUSIEURS REPRISES PAR LES REPRESENTANTS DE L'ARABIE SAOUDITE

=POLITIQUE EXTERIEURE = MOYEN-ORIENT= UN JOURNALISTE - MONSIEUR LE PRESIDENT, LE HASARD A VOULU QUE JE ME TROUVE A KNESSETH LORSQUE FURENT CONNUS LES DETAILS DE L'ENTREVUE ENTRE M. SAUVAGNARGUES ET M. ARAFAT. DANS CE CONTEXTE, IL M'EST APPARU QUE LA FACON DONT CETTE ENTREVUE S'ETAIT DEROULEE AVAIT ACCRU LA DEGRADATION D'UN CLIMAT QUI AURAIT MENE ASSEZ PROCHAINEMENT A UN NOUVEAU CONFLIT. QUELLE EST VOTRE OPINION A CE SUJET ?

M. LE PRESIDENT - EST-CE QUE SUR LE MEME SUJET, C'EST-A-DIRE L'ATTITUDE DE LA FRANCE VIS-A-VIS DES PROBLEMES DU PROCHE-ORIENT, EVENTUELLEMENT LA QUESTION PALESTINIENNE, IL Y AURA D'AUTRES QUESTIONS ? J'Y REPONDRAI EN MEME TEMPS.

UN JOURNALISTE - MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE CELA SIGNIFIE QUE LA FRANCE REFUSE DEFINITIVEMENT DE SE JOINDRE AU GROUPE DES DOUZE ET AU PROJET QUE FORME CE GROUPE ET, D'AUTRE \_PART, QUE SE PASSERA-T-IL SI NOS PARTENAIRES EUROPEENS PREFERENT CETTE POLITIQUE, LA POLITIQUE QU'ILS ONT AMORCEE AVEC LES ETATS-UNIS, A UNE POLITIQUE COMMUNE DE L'ENERGIE EUROPEENNE ?

M. LE PRESIDENT - NOUS REVENONS VERS L'ENERGIE. NOUS REVIENDRONS A VOTRE QUESTION.

QUESTION - COMMENT CONCILIEZ-VOUS LA POSITION DE LA FRANCE QUI RECONNAIT LE DROIT D'ISRAEL A L'EXISTENCE, AVEC DES FRONTIERES SURES ET RECONNUES, AVEC CELLE QUE SOUTIENT L'OLP COMME MANDATAIRE DU PEUPLE PALESTINIEN ET QUI DECLARE DE SURCROIT QUE CELUI-CI EST MODERE ALORS QUE L'IDEOLOGIE DE BASE DE L'OLP, TELLE QU'ELLE EST PRONONCEE PAR LA CHARTE PALESTINIENNE RECLAME LA DESTRUCTION DE L'ETAT D'ISRAEL ?

=POLITIQUE EXTERIEURE=

LE PRESIDENT - JE REVIENS A LA QUESTION SUR L'ENERGIE ET JE REPONDRAI ENSUITE A VOS DEUX QUESTIONS. SUR L'ENERGIE, IL EST D'ABORD INDISPENSABLE QU'IL EXISTE UNE ATTITUDE COMMUNE DES NEUF, CAR VOUS SAVEZ QUE LE PRINCIPE DE CETTE ATTITUDE A ETE DECIDE LE MOIS DERNIER, MAIS JUSQU'A PRESENT IL FAUT BIEN CONVENIR QUE LES NEUF N'ONT PAS DEGAGE D'ATTITUDE COMMUNE £ ILS N'EN ONT PAS DEGAGEE VIS-A-VIS DES DOUZE, MAIS PAS NON PLUS VIS-A-VIS D'EUX-MEMES. JE SOUHAITERAIS, POUR MA PART, QUE S'IL PEUT Y AVOIR, AU DEBUT DE 1975, UNE CONFERENCE RESTREINTE SUR L'ENERGIE TRAITANT DES DEUX QUESTIONS QUE J'AI INDIQUEES TOUT A L'HEURE, L'EUROPE Y SOIT REPRESENTEE EN TANT QUE TELLE, C'EST-A-DIRE QUE FIGURE, PARMIS LES PAYS INVITES, UNE REPRESENTATION DE L'EUROPE PARLANT AU NOM DE LA COMMUNAUTE DES NEUF. ENCORE FAUT-IL, NATURELLEMENT, QUE LES NEUF SE SOIENT MIS D'ACCORD SUR UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES DE POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNE. ILS NE SE SONT PAS MIS D'ACCORD A L'INTERIEUR DES NEUF, ET DONC, ILS ONT UNE ATTITUDE DIFFERENTE VIS-A-VIS DES DOUZE. NOUS NE FAISONS PAS GRIEF A NOS PARTENAIRES DE PARTICIPER A TELLE OU TELLE ORGANISATION, MAIS JE CONSIDERE FONDAMENTALEMENT QU'IL EST TRES IMPORTANT, DANS LE MONDE ACTUEL, QUE SOIT MAINTENUE, EN-MATIERE D'EXAMEN DU PROBLEME PETROLIER, LA POSSIBILITE D'UNE CONCERTATION. J'AI EU DE NOMBREUX ENTRETIENS A CE SUJET, J'AI RECU BEAUCOUP DE VISITEURS A PARIS, J'AI CRU DECELER CHEZ UN CERTAIN NOMBRE D'ENTRE EUX LE DESIR D'UNE TELLE CONCERTATION. OR, IL EST EVIDENT QUE TOUTE PRISE DE POSITION DE NOTRE PART, A L'HEURE ACTUELLE, EN \_FAVEUR D'UNE STRUCTURE TRES ORGANISEE ET QUI EST RESSENTIE PAR LES PAYS PRODUCTEURS COMME ETANT UNE

STRUCTURE, EN CE QUI LES CONCERNE, NON PAS DE CONCERTATION MAIS DE CONFRONTATION, AFFAIBLIRAIT LES CHANCES D'UNE CONCERTATION. DONC, JE VOUS REPETE, PARCE QUE JE SOUHAITE QUE CE POINT SOIT CLAIREMENT CONNU, QUE LA POLITIQUE QUE NOUS SUIVONS A L'HEURE ACTUELLE N'A PAS POUR OBJET D'OBTENIR DES AVANTAGES PETROLIERS BILATERAUX POUR LA FRANCE. ELLE N'A PAS CET OBJET. ELLE A POUR OBJET DE PRESERVER LES CHANCES D'UNE CONCERTATION CONCERNANT LA SOLUTION DU PROBLEME PETROLIER MONDIAL, CONCERTATION QUE JE CROIS A L'HEURE ACTUELLE ENCORE POSSIBLE ET ASSUREMENT SOUHAITABLE. ET C'EST DANS CET ESPRIT QUE NOUS MAINTIENDRONS NOTRE ATTITUDE AU-COURS DES PROCHAINS MOIS. J'EN VIENS AUX DEUX QUESTIONS QUI M'ONT ETE POSEES\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION - IL Y A UNE QUESTION COROLLAIRE : QUELLE SERA L'ATTITUDE DE LA FRANCE LE 12 NOVEMBRE PROCHAIN A L'OCDE PRECISEMENT EN RELATION AVEC L'ADHESION OU NON AUX DOUZE, AU TRAITE DES DOUZE ? LE PRESIDENT - NON, LA FRANCE N'ADHERERA CERTAINEMENT PAS AU TRAITE DES DOUZE, LE 12 NOVEMBRE. ON DONNE L'INDICATION TOUT A FAIT PRECISE. ELLE NE FERA PAS, NON PLUS OBJECTION A CE QUE S'INSTALLE, EN RELATION AVEC L'OCDE, UNE AGENCE DE L'ENERGIE : ELLE LAISSE A CEUX QUI ONT ENTREPRIS CETTE ORGANISATION ENTRE EUX LE SOIN DE LA METTRE SUR PIED, SANS Y FAIRE OBSTACLE, MAIS ELLE CONSIDERE QUE PLUTOT QUE LA PARTICIPATION A CETTE ORGANISATION ELLE DOIT MAINTENIR SON ROLE QUI EST UN ROLE DE RECHERCHE, DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION AVEC LES PAYS PRODUCTEURS. DONC ELLE NE PARTICIPERA PAS A CETTE ORGANISATION, ELLE NE FERA PAS OBSTACLE A SA NAISSANCE MAIS ELLE MAINTIENDRA SON ATTITUDE DE CONCERTATION, MEME DANS-LE-CADRE DE L'OCDE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= J'EN VIENS SI VOUS LE PERMETTEZ... QUESTION - SI VOUS PERMETTEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT... LE PRESIDENT - VOUS NE ME PERMETTEZ PAS, ALORS

-... QUESTION - .. AU SUJET DU MOYEN-ORIENT... LE PRESIDENT - .. DU PROCHE-ORIENT... QUESTION - ... JE VOUDRAI ME PERMETTRE D'AJOUTER PEUT-ETRE UNE DEMANDE D'UN ANGLE D'APPROCHE PLUS PARTICULIER : C'EST-A-DIRE L'EMOTION CONSIDERABLE QUI S'EST PRODUITE EN ISRAEL COMME DANS D'AUTRES PAYS, DANS LES MILIEUX JUIFS, A LA SUITE DES DERNIERES DEMARCHES DIPLOMATIQUES DE LA POLITIQUE FRANCAISE. EST-CE QUE, MONSIEUR LE PRESIDENT, DEVANT CETTE EMOTION, VOUS ETES A MEME DE DONNER ACTUELLEMENT DES APAISEMENTS A L'OPINION ISRAELIENNE AFIN QU'ENTRE LA FRANCE ET ISRAEL S'ETABLISSE UN DIALOGUE FRUCTUEUX ?\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LE PRESIDENT - JE SOUHAITE QUE LA POSITION DE LA FRANCE SOIT BIEN COMPRISE PAR TOUS, ET JE CROIS QUE SI ELLE EST BIEN COMPRISE PAR TOUS, ELLE NE DONNERA PAS \_LIEU A DES REACTIONS PASSIONNELLES QUI SONT, A MON AVIS, JE VAIS ESSAYER DE VOUS L'EXPOSER, TOUT A FAIT INJUSTIFIEES. ON NE M'A PAS POSE LA QUESTION DU VOTE QUI A ETE CELUI DE NOTRE DELEGATION A L'ONU, CONCERNANT LA PARTICIPATION DE L'OLP AU DEBAT SUR LA PALESTINE, MAIS ENFIN JE TRAITERAI L'ENSEMBLE. CONCERNANT DONC LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT, QUEL EST FONDAMENTALEMENT L'OBJECTIF DE LA FRANCE ? C'EST DE CONTRIBUER A FAIRE EN SORTE... JE NE DIS PAS "FAIRE EN SORTE", CELA NE DEPEND PAS PRINCIPALEMENT DE NOUS, MAIS DE "CONTRIBUER A FAIRE EN SORTE" QUE PUISSE S'Y ETABLIR UNE PAIX DURABLE. A L'HEURE ACTUELLE, JE SUIS, POUR MA PART, CONVAINCU QUE LA REPRISE DES HOSTILITES DANS CETTE REGION DU MONDE CONSTITUERAIT UNE CATASTROPHE MONDIALE. JE VEUX DIRE PAR LA QUE L'APAISEMENT QUI A ETE ENTREPRIS DEPUIS L'ANNEE DERNIERE ET QUI S'EST TRADUIT PAR UNE CERTAINE DETENTE DES RAPPORTS ENTRE CERTAINS PAYS DE LA ZONE, QUI ONT PU OUVRIR DES NEGOCIATIONS, ENTREPRENDRE UN CERTAIN RETRAIT, QUE TOUT CECI SERAIT DEFINITIVEMENT COMPROMIS, EN TOUT CAS POUR TRES LONGTEMPS, PAR UNE REPRISE DES HOSTILITES DANS CETTE PARTIE DU MONDE. JE CROIS EGALEMENT QUE S'IL Y AVAIT REPRISE DES HOSTILITES, ON S'APERCEVRAIT DE LA TRANSFORMATION DES CONDITIONS A LA FOIS

HOSTILITES, ON S'APERCEVRAIT DE LA TRANSFORMATION DES CONDITIONS A LA FOIS HUMAINES ET MATERIELLES, ON VERRAIT SOUDAIN LE CARACTERE CONSIDERABLE DES RESSOURCES NON SEULEMENT EN HOMMES, MAIS DES RESSOURCES FINANCIERES ET ECONOMIQUES DE TOUTES \_NATURES DE L'ENSEMBLE DES PAYS ARABES DE LA ZONE, ET QUE CETTE REPRISE DES HOSTILITES CONDUIRAIT PROBABLEMENT LES PAYS EN QUESTION A CHANGER D'OBJECTIF ET A NE PLUS VOIR SEULEMENT UN OBJECTIF DE RECUPERATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE TERRITOIRES, MAIS PEUT-ETRE ALORS VRAISEMBLABLEMENT UN OBJECTIF A LONG TERME QUI SERAIT LA SUPPRESSION ET L'ELIMINATION DE LEUR ADVERSAIRE. SI BIEN QUE JE PENSE PROFONDEMENT QU'IL FAUT RECHERCHER DANS CETTE REGION DU MONDE LES CONDITIONS D'UNE PAIX DURABLE. J'AI ETE TRES FRAPPE, DANS LES CONVERSATIONS QUE J'AI EUES AVEC CEUX QUI SONT PASSES PAR PARIS, DEPUIS LE MOIS DE JUIN, DE VOIR QUE, QUELS QUE SOIENT LES EFFORTS ENTREPRIS - NOTAMMENT LES EFFORTS ENTREPRIS PAR LE SECRETAIRE\_D\_ETAT DES ETATS-UNIS ONT ETE TRES POSITIFS DANS CETTE ZONE - QUELS QUE SOIENT CES EFFORTS, IL N'Y AVAIT PAS DE PRISE DE CONSCIENCE PRECISE DE LA REALITE DU PROBLEME PALESTINIEN\

=POLITIQUE EXTERIEURE= CE PROBLEME PALESTINIEN, D'AILLEURS, IL EST EN CE QUI CONCERNE SA PRISE DE CONSCIENCE, RELATIVEMENT RECENT. ON POUVAIT IMAGINER, PENDANT UNE CERTAINE PERIODE, QUE LES PALESTINIENS, CHASSES DE CHEZ EUX, OU PARTIS DE CHEZ EUX, ALLAIENT SE REINSERER DANS D'AUTRES COLLECTIVITES, OU SE DISPERSER, ET C'EST CE QUI EXPLIQUE D'AILLEURS QUE, JUSQU'EN 1967, LE PROBLEME DES PALESTINIENS A ETE TRAITE COMME UN PROBLEME DE REFUGIES & MEME DANS LA FAMEUSE RESOLUTION DES NATIONS-UNIES QUI PORTE LE NO 242, ON PARLE DES PALESTINIENS EN TERMES DE REFUGIES. ET PUIS LE MONDE A PRIS CONSCIENCE, AU COURS DES DERNIERES ANNEES, QUE L'EVOLUTION N'AVAIT PAS ETE CELLE-LA, QUE CES PALESTINIENS NE S'ETAIENT PAS REINSTALLES AILLEURS, N'AVAIENT PAS ETE ASSIMILES PAR D'AUTRES PAYS, MAIS QU'ILS CONSTITUAIENT UNE ENTITE, UNE REALITE, UN PEUPLE. ET D'AILLEURS, CE N'EST PAS SEULEMENT LA FRANCE QUI LE DIT, PUISQUE, PAR EXEMPLE LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS A UTILISE, VOUS LE SAVEZ, L'EXPRESSION "PEUPLE PALESTINIEN" & ET MEME, JE L'AI LU, LE PREMIER MINISTRE ISRAELIEN RECEMMENT, A PARLE DE "L'IDENTITE PALESTINIENNE"\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUE FAIT LA FRANCE A CET EGARD ? LA FRANCE INDIQUE QUE SI L'ON VEUT ABOUTIR A UNE SOLUTION PACIFIQUE DURABLE DANS LA ZONE DU PROCHE-ORIENT, LE PROBLEME PALESTINIEN DOIT ETRE TRAITE. ET JE CROIS QU'EN LE DISANT, ELLE NE FAIT QUE PRECEDER DE QUELQUES MOIS OU DE QUELQUES ANNEES, UNE EVIDENCE, CAR SI TOUS LES AUTRES PROBLEMES ETAIENT TRAITES, MAIS SI CELUI-CI NE L'ETAIT PAS, IL N'Y AURAIT AUCUNE CHANCE QUE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT FUT DURABLE. ALORS, QUE DISONS-NOUS CONCERNANT CE PROBLEME ? D'ABORD QU'IL DOIT ETRE TRAITE. A-PARTIR DU MOMENT OU IL DOIT ETRE TRAITE, IL EST BIEN EVIDENT QUE SI LES INTERESSES VEULENT FAIRE CONNAITRE LEUR POINT\_DE\_VUE, ILS DOIVENT ETRE HABILITES A LE FAIRE, ET LE VOTE AUX NATIONS-UNIES, QUI A ETE INTERPRETE COMME UN VOTE DE RECONNAISSANCE, N'EST PAS UN VOTE DE RECONNAISSANCE, C'EST UN VOTE DE SIMPLE BON SENS. A-PARTIR DU MOMENT OU IL Y A UN DEBAT SUR LA QUESTION PALESTINIENNE AUX NATIONS-UNIES, IL EST NORMAL QUE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE PALESTINIEN S'EXPLIQUENT, ABSOLUMENT NORMAL. D'AILLEURS, JE NOTE - JE DIRAI AVEC REGRET - QUE SUR UN TEL SUJET, IL EST SANS DOUTE MAUVAIS QU'EXISTE UNE TOUTE PETITE MINORITE QUI A L'AIR DE S'Y OPPOSER ET QUI AINSI, S'ACCULE ELLE-MEME A UNE POSITION DE DEFAITE, CAR, APRES TOUT, IL EST NORMAL QUE LES INTERESSES S'EXPRIMENT, MEME SI, ENSUITE, D'AUTRES QU'EUX PEUVENT LE FAIRE. ENSUITE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCAIS QUI TRAVAILLE NATURELLEMENT EN LIAISON TRES ETROITE AVEC MOI, S'EST RENDU AU LIBAN DANS-LE-CADRE D'UN VOYAGE D'ENSEMBLE QU'IL DOIT FAIRE ET QUI COMPORTAIT LA VISITE DU LIBAN ET DE LA JORDANIE, PUIS ENSUITE LA VISITE DE

L'ETAT D'ISRAEL. A CETTE OCCASION, LE LAEDER DE L'OLP A DEMANDE A ETRE RECU PAR LUI. IL ETAIT NORMAL QUE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCAIS LE RECEIVE, AVANT LE DEBAT AUX NATIONS-UNIES, POUR SAVOIR QUELLE SERAIT LA THESE QUI SERAIT DEFENDUE PAR SON ORGANISATION\

=POLITIQUE EXTERIEURE= ALORS, J'EN VIENS A NOTRE ATTITUDE SUR LE FOND DU PROBLEME. LE FOND DU PROBLEME, C'EST DE CONSIDERER QU'IL NE PEUT Y AVOIR DE PAIX DURABLE AU PROCHE-ORIENT QUE SI LA QUESTION PALESTINIENNE FAIT L'OBJET D'UN JUSTE REGLEMENT. A-PARTIR DU MOMENT OU LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE RECONNAIT L'EXISTENCE D'UN PEUPLE PALESTINIEN, QUELLE EST L'ASPIRATION NATURELLE D'UN PEUPLE ? C'EST DE DISPOSER D'UNE PATRIE. QUELLE DOIT ETRE CETTE PATRIE ? QUELLES DOIVENT ETRE LES RELATIONS, L'ARTICULATION DE CETTE PATRIE PAR-RAPPORT AUX ETATS EXISTANTS DE LA ZONE DONT CERTAINS SONT D'AILLEURS, A L'HEURE ACTUELLE, PEUPLES, VOUS LE SAVEZ, DE TRES NOMBREUX PALESTINIENS ? C'EST L'OBJET DE LA NEGOCIATION. ET JE NE VOUDRAIS PAS, LA-DESSUS, PRENDRE DE POSITION. NOTRE POSITION EST QUE CE PROBLEME DOIT ETRE TRAITÉ ET QUE CETTE NEGOCIATION DOIT S'OUVRIRE. S'OUVRIRE POUR ABOUTIR A QUOI ? C'EST POUR ABOUTIR PRECISEMENT A CE QUE LE CONTENU DE LA RESOLUTION 242 PUISSE ETRE ATTEINT, REALISE, C'EST-A-DIRE QUE CHACUN DES ETATS DE CETTE PARTIE DU MONDE PUISSE VIVRE DANS DES FRONTIERES SURES ET RECONNUES. JE PEUX VOUS DIRE QUE NOTRE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DANS SON ENTRETIEN AVEC M. ARAFAT, A INDIQUE QUE TELLE SERAIT L'ATTITUDE DE LA FRANCE ET QUE LA FRANCE DEFENDRAIT LE DROIT DES PAYS DE LA ZONE ET DONC, EN-PARTICULIER, DE L'ETAT D'ISRAEL, A DISPOSER DE FRONTIERES SURES ET RECONNUES. JE CONSIDERE MEME QUE SI LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE REUSSISSAIT A CREER DANS CETTE REGION DU MONDE, LES CONDITIONS D'UNE PAIX DURABLE, EN TRAITANT DE L'ENSEMBLE DES PROBLEMES QUI S'Y POSENT, CETTE PAIX DEVRAIT ETRE LARGEMENT GARANTIE\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LE PROBLEME PALESTINIEN= L'EUROPE POURRAIT, A CET EGARD, JOUER UN CERTAIN ROLE. L'EUROPE N'A PAS, VOUS LE SAVEZ, LES MOYENS MILITAIRES DE PROCEDER A UNE TELLE GARANTIE, MAIS L'EUROPE DISPOSE DE CERTAINES RESSOURCES, DE CERTAINES POSSIBILITES ECONOMIQUES, DE CERTAINS MOYENS DE VENTE CONCERNANT NOTAMMENT DU MATERIEL, ET AUSSI DU MATERIEL MILITAIRE, ET ON POURRAIT IMAGINER QU'A CET EGARD, LA POLITIQUE DE L'EUROPE, APRES UN REGLEMENT, SOIT CONDUITE EN COMMUN DE FACON A APPORTER SA CONTRIBUTION A LA PROTECTION DE FRONTIERES SURES ET RECONNUES, QUI AURAIENT ETE ENFIN ACCEPTEES DANS CETTE REGION DU MONDE. J'AJOUTE QUE C'EST LE LANGAGE QUE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES VA TENIR EN ISRAEL, LA SEMAINE PROCHAINE, ET JE SUIS PERSUADE QU'IL TROUVERA, AUPRES DE SES INTERLOCUTEURS, UNE JUSTE APPRECIATION DE LA POSITION DE LA FRANCE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= UN JOURNALISTE - LA SOUVERAINETE DE DECISION DONT VOUS AVEZ PARLE DANS VOTRE EXERGUE SIGNIFIE-T-ELLE, A D'AUTRES POINTS DE VUE, QUE LA FRANCE DOIT MENER UNE POLITIQUE INDEPENDANTE, D'AUTANT PLUS QUE VOUS AVEZ EMIS LA SUGGESTION, ENSUITE, D'UNE CONFERENCE A TROIS, EN CE QUI CONCERNE LE PETROLE ? LA FRANCE ETANT ESSENTIELLEMENT UN CONSOMMATEUR DE PETROLE ET PAS TELLEMENT UN PRODUCTEUR, CELA SIGNIFIE-T-IL QUE NOTRE PAYS DEVRA MENER UNE POLITIQUE QUI, POUR L'INSTANT, PEUT ETRE CONSIDEREE COMME QUELQUE PEU AMBIGUE ? LE PRESIDENT - VOTRE QUESTION EST UN PEU AMBIGUE AUSSI. CE QUE J'AI VOULU DIRE, C'EST QUE DANS LE MONDE, TEL QU'IL EST, LA FRANCE ETANT POUR DES SOLUTIONS DE CONCERTATION ET D'INTERDEPENDANCE, IL EST NATUREL QU'ELLE PARTICIPE A UN CERTAIN NOMBRE D'ORGANISATIONS OU QU'ELLE POUSSE MEME A LA MISE SUR PIED D'UN CERTAIN NOMBRE DE STRUCTURES DE CONCERTATION, VOIRE MEME A UNE ORGANISATION PLUS

POUSSEE DE L'EUROPE. MAIS LA FRANCE ENTEND GARDER LA SOUVERAINETE DANS L'EXERCICE DE SES DECISIONS, C'EST-A-DIRE DE CELLES DE SES DECISIONS QU'ELLE NE DECIDE PAS ELLE-MEME DE PRENDRE AVEC D'AUTRES, COMME, PAR EXEMPLE, DANS LE CADRE EUROPEEN & ELLE ENTEND CONTINUER A LA PRENDRE ELLE-MEME, AUTREMENT DIT, C'EST LE REFUS DE LA DOMINATION. A L'HEURE ACTUELLE, DANS LE MONDE, IL EXISTE DES SITUATIONS DE FAIT QUI POUSSENT, VOUS LE SAVEZ, A UNE RECHERCHE PERMANENTE DE SITUATIONS DE DOMINATION & LA FRANCE N'ACCEPTÉ PAS LES SOLUTIONS DE DOMINATION ET C'EST CE QUE J'AI VOULU DIRE PAR SOUVERAINETE DE DECISIONS\

=POLITIQUE EXTERIEURE = FORCES STRATEGIQUES NUCLEAIRES= UN JOURNALISTE - MONSIEUR LE PRESIDENT, VOTRE GENERATION A FAIT DE PRODIGIEUX PROGRES DANS L'ART D'ANEANTIR LES HOMMES. SI NOUS NE FAISONS PAS DE PROGRES SERIEUX POUR LA LIMITATION DE LA COURSE AUX ARMEMENTS, NOS DESCENDANTS POURRONT NOUS TENIR POUR DES CRIMINELS. OR, LA FRANCE S'EST ASSUREE L'ARME ATOMIQUE. ELLE A ETE RETICENTE POUR A PEU PRES TOUTES LES TENTATIVES, POUR ORGANISER A L'ECHELLE MONDIALE LE MAINTIEN DE LA PAIX ET LA SECURITE. AU CONTRAIRE, ELLE SE VANTE D'ETRE L'UNE DES PLUS EFFICACES PARMIS LES NATIONS QUI FABRIQUENT DES ARMES ET QUI LES VENDENT. VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE \_COMPTEZ-VOUS FAIRE ? LE PRESIDENT - EST-CE QU'IL Y A UNE AUTRE QUESTION SUR LA DEFENSE ? QUESTION - VOUS VOUS ETES LIVRE A UNE REFLEXION SUR LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA FRANCE. EST-CE QUE CELA VOUS A CONDUIT A DES CONCLUSIONS PRECISES SUR LA POSITION STRATEGIQUE DE LA FRANCE ET EN-PARTICULIER SUR LA POSSIBILITE D'ORGANISER UNE DEFENSE AVEC LES NEUF DE L'EUROPE DANS SON ENSEMBLE ?\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION - JE VOUDRAIS, MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS REPOSER LA QUESTION QUE VOUS AVAIT POSEE TOUT A L'HEURE ANDRE PASSERON, NON PAS PAR GOUT DE LA THEOLOGIE MAIS PARCE QUE JE NE CROIS PAS Y AVOIR ENTENDU DE REPONSE, C'EST-A-DIRE : EST-CE QUE VOS PROPOSITIONS A VOS PARTENAIRES EUROPEENS COMPORTENT OU NON DES ABANDONS DE SOUVERAINETE ET SI OUI, LESQUELLES ? J'Y AJOUTERAI, SUR LA DEFENSE : QUELLES SONT ACTUELLEMENT LES RELATIONS DE LA FRANCE AVEC L'ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD ET LES ORGANISMES QUI EN DEPENDENT ? ET POUR EN FINIR : EST-CE QUE VOUS JUGEZ UTILE ET POSSIBLE UNE REEVALUATION DE L'ENCAISSE-OR DES BANQUES CENTRALES ? LE PRESIDENT - MONSIEUR CHARPY, C'EST UNE VERITABLE FRESQUE... ALORS, JE REVIENS EN ARRIERE... QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT... LE PRESIDENT - NON, JE CROIS QU'IL VAUT MIEUX QUE JE REVIENNE EN ARRIERE, PARCE QUE POUR PEU QUE VOUS AYEZ TROIS QUESTIONS AUSSI DISSEMBLABLES QUE CELLES DE M. CHARPY, J'AURAI DU MAL A MAINTENIR L'UNITE DE MA REPONSE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= VOTRE PREMIERE QUESTION PORTAIT SUR LES TRANSFERTS DE SOUVERAINETE. DANS LES QUESTIONS QUI SERONT, JE PENSE, A L'ORDRE\_DU\_JOUR D'UN SOMMET EUROPEEN NE FIGURERONT PAS, A PROPREMENT PARLER, LES PROBLEMES DES TRANSFERTS DE SOUVERAINETE. JE VOUS AI DIT QU'IL Y AVAIT DEUX PROBLEMES : L'ORGANISATION DE REUNIONS PERIODIQUES ENTRE LES CHEFS DE GOUVERNEMENTS EUROPEENS, JE DIRAI DE REUNIONS PROGRAMMEES A L'AVANCE, CELLES QUI ONT UN OBJET PRECIS ET CONSTITUENT DONC LA PRATIQUE D'UNE VIE INSTITUTIONNELLE EUROPEENNE, MAIS CECI NE S'ACCOMPAGNE PAS D'UN TRANSFERT DE SOUVERAINETE & D'AUTRE\_PART, UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES DE PERSPECTIVES A MOYEN TERME DEVRAIENT ETRE MIS A L'ETUDE ET POURRONT CONDUIRE A DES DECISIONS, MAIS, DANS UNE PREMIERE PHASE, IL N'Y A PAS, LA NON PLUS DE TRANSFERT DE SOUVERAINETE. IL SE TROUVE QUE C'EST AINSI. PAR CONTRE, IL Y A UN SUJET QUE NOUS SERIONS PRETS A VOIR TRAITER, C'EST UN SUJET TECHNIQUE, MAIS QUI RENCONTRE VOTRE QUESTION& CE SUJET, C'EST CELUI DE SAVOIR DANS QUELLES CONDITIONS IL FAUT EXIGER A TOUT INSTANT LA REGLE DE L'UNANIMITE POUR CERTAINES DECISIONS DE CARACTERE EUROPEEN VOUS SAVEZ

L'UNANIMITE POUR CERTAINES DECISIONS DE CARACTERE EUROPEEN. VOUS SAVEZ QUE DANS CE QU'ON A APPELE UN COMPROMIS, LE COMPROMIS DE LUXEMBOURG, QUI EST D'AILLEURS UN COMPROMIS D'UNE TELLE NATURE QU'IL EST ABSOLUMENT INCOMPREHENSIBLE - C'EST LE COMPROMIS DU COMPROMIS, SI JE PUIS DIRE - IL EST PREVU QUE CHAQUE ETAT PEUT INVOQUER UN INTERET DE CARACTERE NATIONAL POUR EXIGER LA REGLE DE L'UNANIMITE SOIT APPLIQUER DANS LES DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES. ALORS, CECI CONDUIT A UNE PRATIQUE TRES LOURDE, PARCE QU'IL SUFFIT QU'UNE DELEGATION, JE DIRAIS MEME QU'UN MEMBRE D'UNE DELEGATION, SOIT IRRITE OU TROUBLE PAR TELLE DECISION PARTICULIERE, POUR QU'IL INVOQUE L'INTERET NATIONAL. J'AI POSE A MES PARTENAIRES LA QUESTION DE SAVOIR SI NOUS NE POURRIONS PAS RECHERCHER EN COMMUN ET DEFINIR EN COMMUN DES DOMAINES DANS LESQUELS IL EST CLAIR QUE L'INTERET NATIONAL N'EST PAS EN CAUSE ET POUR LESQUELS, DONC, DES PROCEDES DE DECISIONS PLUS SOUPLES ET PLUS RAPIDES POURRAIENT ETRE MIS EN OEUVRE. DANS CE CAS-LA, IL Y AURAIT, EN EFFET, A CERTAINS EGARDS, UN TRANSFERT DE SOUVERAINETE, MAIS VOUS VOYEZ QUE C'EST UN TRANSFERT DE SOUVERAINETE COMMENCANT PAR LES PETITS SUJETS ET NON PAS COMMENCANT PAR LES GRANDS, PUISQUE POUR TOUTES LES QUESTIONS TOUCHANT REELLEMENT A L'INTERET NATIONAL, ET DANS LA PHASE ACTUELLE, LES ETATS CONSERVERAIENT LA POSSIBILITE D'INVOQUER L'OBLIGATION D'UNANIMITE. PAR CONTRE, POUR LES QUESTIONS QUI SONT DES QUESTIONS COURANTES ET NEANMOINS IMPORTANTES DANS LA VIE QUOTIDIENNE, DES REGLES PLUS SOUPLES POURRAIENT ETRE FIXEES. AUTREMENT DIT, SUR CE SUJET, JE NE CHERCHE PAS, POUR MA PART, A PRENDRE UNE POSITION DE DOCTRINE. UNE ORGANISATION DE STRUCTURE CONFEDERALE COMME CELLE QUE LA FRANCE SOUHAITE VOIR MISE SUR PIED EST EVIDEMMENT UNE ORGANISATION QUI COMPORTE, PAR RAPPORT A LA PRISE DE DECISION NATIONALE, UN CERTAIN NOMBRE DE LIMITATIONS ET IL FAUT EN ACCEPTER L'IDEE. PAR CONTRE, JE NE CROIS PAS QU'IL FAILLE S'ENFERMER DANS LE VOCABULAIRE. CE N'EST PAS UN TRANSFERT A PROPREMENT PARLER, C'EST UN AUTRE TECHNIQUE DE DECISION QUI INTERVIENT, EN EFFET, A L'ECHELON D'UN PLUS GRAND ENSEMBLE ET, A CET EGARD, NOUS SOMMES DISPOSES A MARCHER EN AVANT. \

=POLITIQUE EXTERIEURE= SUR LES QUESTIONS INTERESSANT LA DEFENSE, J'AI PROCEDE EN EFFET, MONSIEUR TATU, A UNE REFLEXION SUR CE PROBLEME, QUI EST UN PROBLEME TRES DIFFICILE ET A PROPOS DUQUEL LES HOMMES D'ETAT CONTEMPORAINS DOIVENT SE POSER TOUTES SORTES DE QUESTIONS. ALORS, IL Y A D'ABORD NOTRE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE ET C'EST ELLE QUI JUSTIFIE, JE CROIS, LA QUESTION DE M. LECERF. CETTE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE, DONT LA MISE AU-POINT CONSTITUE D'AILLEURS, DU POINT DE VUE TECHNIQUE, UNE PERFORMANCE CAR, POUR UN PAYS D'UNE DIMENSION COMME LE NOTRE, LA MISE AU-POINT DE CETTE FORCE ET DE CERTAINES DE SES COMPOSANTES, NOTAMMENT SOUS-MARINES, REPRESENTENT INCONTESTABLEMENT UN EXPLOIT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, CETTE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE POSE LE PROBLEME DE SON EMPLOI. A QUOI EST-ELLE DESTINEE ? QUELLE EST SON HYPOTHESE D'UTILISATION ? C'EST LA-DESSUS QUE JE VOUDRAIS VOUS REPENDRE. JUSQU'A PRESENT, EN EFFET, ELLE EST PRESENTEE COMME UNE FORCE DE DISSUASION, MAIS IL N'EST PAS INDIQUE DANS QUELLE HYPOTHESE, QUELLE CIRCONSTANCE CETTE DISSUASION DEVRAIT S'EXERCER. EN CE QUI CONCERNE - JE NE PEUX PARLER QUE DE L'EXERCICE DE MON PROPRE MANDAT DE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - JE CONSIDERE QUE LA DISSUASION NUCLEAIRE FRANCAISE NE PEUT ETRE UTILISEE QUE VIS-A-VIS DE PUISSANCES ELLES-MEMES NUCLEAIRES OU DE PUISSANCES - HYPOTHESE, JE VOUS DIRAI TOUT DE SUITE, TRES PEU VRAISEMBLABLE, MAIS IL FAUT COUVRIR TOUTES LES HYPOTHESES - QUI MENACERAIENT NOTRE PROPRE SOL. L'OBJET DE NOTRE DISSUASION NUCLEAIRE, QUI ALORS, EN EFFET, DEVRAIT ETRE UTILISEE, C'EST DE S'OPPOSER A UNE

MENACE NUCLEAIRE SUR NOTRE SOL DE LA PART D'UNE PUISSANCE NUCLEAIRE, OU A UNE MENACE D'INVASION DE NOTRE SOL\

=POLITIQUE EXTERIEURE = FORCES STRATEGIQUES NUCLEAIRES= PAR CONTRE, VIS-A-VIS DE PUISSANCES NON NUCLEAIRES, J'ESTIME QUE LA FRANCE NE DOIT FAIRE NI L'USAGE, NI MEME LA MENACE DE L'USAGE, DE NOS MOYENS NUCLEAIRES ET JE SOUHAITE QUE CETTE ATTITUDE, PROGRESSIVEMENT, SOIT REPRISE PAR D'AUTRES AFIN QUE LES MOYENS DE DISSUASION NUCLEAIRE SOIENT DES MOYENS QUI SOIENT CONCUS, SOIENT ENVISAGES VIS-A-VIS DE LA MENACE NUCLEAIRE ET NON PAS VIS-A-VIS DES AUTRES TYPES DE CONFLITS. SI D'AILLEURS, CETTE CONCEPTION ETAIT PLUS LARGEMENT ACCEPTEE, LES PROBLEMES QUI FONT L'OBJET, EN 1975, D'UN NOUVEAU DEBUT DE NEGOCIATIONS SUR LA NON-PROLIFERATION, SERAIENT TRAITES SANS DOUTE DANS UNE OPTIQUE DIFFERENTE, PUISQUE LES PAYS NON NUCLEAIRES N'AURAIENT SANS DOUTE PAS LA MEME PREOCCUPATION, OU PAS LE MEME INTERET A ENTRER DANS L'ENSEMBLE NUCLEAIRE, S'IL APPARAISSAIT QUE, RESTANT EN DEHORS, LA DISSUASION NUCLEAIRE NE S'EXERCERAIT PAS CONTRE EUX. LA FRANCE ETAIT FONDEE A NE PAS PARTICIPER A CETTE MISE EN PLACE DU TRAITE DE NON-PROLIFERATION PUISQUE VOUS SAVEZ QUE L'ARGUMENT ESSENTIEL ETAIT, POUR UN PAYS QUI NE VOULAIT PAS ETRE SOUMIS A LA DOMINATION DES BLOCS, ET QUI N'ENTEND PAS ETRE SOUMIS A CETTE DOMINATION, DE L'INTERDIRE ALORS QU'IL EN AVAIT LE MOYEN, DE POSSEDER EFFECTIVEMENT, LES RESSOURCES DE SON INDEPENDANCE AU POINT DE VUE DE SA SECURITE. C'EST MAINTENANT CHOSE FAITE ET ON POURRAIT NOUS DIRE : ECOUTEZ PUISQUE MAINTENANT VOUS ETES MEMBRES DE CE CLUB NUCLEAIRE, ET MEME MEMBRE A PART ENTIERE, VOUS ALLEZ SANS DOUTE FAIRE CE QU'ON FAIT LES AUTRES, C'EST-A-DIRE ADHERER POUR EMPECHER LES AUTRES DE LE DEVENIR ? JE CROIS QUE LE PROBLEME DEVRA ETRE TRAITE D'UNE FACON PLUS COMPLETE, C'EST-A-DIRE QU'IL FAUT S'INTERROGER SUR LES MOTIFS QUI, POUR LES PAYS NON NUCLEAIRES, LES POUSSENT A DEVENIR NUCLEAIRES, ET FAIRE EN SORTE QUE CES MOTIFS PUISSENT ETRE ATTENUES, LE CAS ECHEANT DISPARAITRE, ET C'EST POURQUOI L'ATTITUDE, QUE J'AURAI L'OCCASION NATURELLEMENT DE PRECISER PUISQUE CE N'EST PAS A L'OCCASION D'UNE REUNION DE PRESSE QUE L'ON PEUT ENTRER DANS LE DETAIL DES DISPOSITIONS STRATEGIQUES, QUI CONSISTE A NE PAS FAIRE USAGE DE NOS MOYENS NUCLEAIRES VIS-A-VIS DE PUISSANCES NON NUCLEAIRES, COMME INSTRUMENT DE PRESSION OU DE MANOEUVRE, PEUT-ETRE UNE DES LIGNES QUI PERMETTRAIT, PRECISEMENT, D'EVITER LA PROLIFERATION DE CES ARMEMENTS NUCLEAIRES\

=POLITIQUE EXTERIEURE = LES MOYENS DE DEFENSE CONVENTIONNELS= MA DEUXIEME CONSTATATION CONCERNANT NOTRE POLITIQUE DE DEFENSE C'EST QU'EN DEHORS DE LA SITUATION NUCLEAIRE STRATEGIQUE, NOS AUTRES MOYENS NOUS LAISSENT TRES PEU PREPARES A FAIRE FACE AUX CIRCONSTANCES TRES IMPREVISIBLES, TRES INDECISES DU MONDE CONTEMPORAIN. C'EST AINSI, PAR EXEMPLE, QUE LES DERNIERS CONFLITS QUI SE SONT PRODUITS EN MEDITERRANEE ONT ETE DES CONFLITS DE TYPE CLASSIQUE PAR LES MOYENS EMPLOYES, MARINE, AVIATION, PARACHUTISTES, ETC. ET QUE SI LA FRANCE A UNE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE IMPORTANTE, ELLE A BEAUCOUP ORIENTE SON EFFORT DE DEFENSE DANS CE SENS ET POUR LE RESTE, PAR CONTRE, ELLE A, A MES YEUX, DE MANIERE INSUFFISANTE LE STATUT D'UNE PUISSANCE DU RANG QUI EST LE SIEN. DONC, CONCERNANT LA CONCEPTION DES AUTRES FORCES, LEUR MOBILITE, LEUR ORGANISATION, JE CROIS QUE NOUS DEVONS DISPOSER DE MOYENS CONVENTIONNELS QUI SOIENT ADAPTES AU RANG DE NOTRE PAYS\

IL Y AVAIT ENCORE L'OR `METAL`, POUR M. CHARPY, MAIS JE VIENDRAI PEUT-ETRE AUX PROBLEMES MONETAIRES TOUT A L'HEURE\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT VOUS AVEZ DIT QU'EN

PLUS DE LA DISSUASION IL FALLAIT ADAPTER AU RANG DE LA FRANCE LES MOYENS CLASSIQUES. CELA SIGNIFIE DONC QU'IL FAUT AUGMENTER LE BUDGET MILITAIRE ? LE PRESIDENT - NON, CE N'EST PAS SI SIMPLE, SI JE PUIS DIRE, C'EST L'ENSEMBLE DE NOS CONCEPTIONS STRATEGIQUES ET DE MOYENS CAR - JE PRENDS LA SITUATION TELLE QU'ELLE EST, JE NE CHERCHE PAS A SAVOIR CE QUI A PU CONDUIRE, DANS D'AUTRES CIRCONSTANCES, A DES CONCLUSIONS DIFFERENTES - NOS MOYENS CONVENTIONNELS, QUI EXISTENT PUISQUE LA FRANCE DISPOSE DE CES MOYENS CONVENTIONNELS, ONT ETE CONCUS OU ORIENTES UNIQUEMENT COMME UN SUPPORT OU UN ADJUVANT DES HYPOTHESES D'EMPLOI DE NOTRE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE. C'ETAIT EN REALITE UN CORPS DE SOUTIEN OU DE SUPPORT DANS UNE GUERRE QUI ETAIT UNE GUERRE NUCLEAIRE ET ORIENTEE DANS UNE CERTAINE DIRECTION. OR, J'ESTIME POUR MA PART QUE LES HYPOTHESES VRAISEMBLABLES DU MONDE ACTUEL PEUVENT ETRE UNE HYPOTHESE D'UNE TOUT AUTRE \_NATURE ET QU'UN PAYS COMME LA FRANCE DOIT AVOIR DANS LES DIFFERENTS DOMAINES LES MOYENS DE SA DIMENSION ET DE SA REALITE. ET C'EST DONC PLUTOT DANS LA CONCEPTION, LA REORGANISATION DE CES FORCES, LEUR MOBILITE, LE TYPE D'ARMEMENT DONT ELLES SONT DOTEES QUE CETTE SOLUTION DEVRAIT ETRE RECHERCHEE. AUTREMENT DIT, UNE FORCE NUCLEAIRE STRATEGIQUE VISANT LA MENACE NUCLEAIRE OU LA MENACE DIRECTE SUR NOTRE SOL ET, POUR LE RESTE DES MOYENS MILITAIRES ADAPTES AU NIVEAU DE PUISSANCE QUI EST CELUI DE LA FRANCE ACTUELLE. CECI PEUT ETRE FAIT A L'HEURE ACTUELLE A L'INTERIEUR DES ENVELOPPES PREVISIBLES DE NOTRE BUDGET MILITAIRE\

QUESTION - EN GRANDE-BRETAGNE, LE PARTI CONSERVATEUR A FAIT LA CAMPAGNE SUR LE THEME DE L'UNION NATIONALE £ ALORS, POUR FAIRE FACE A LA CRISE, EST-CE QU'UNE TELLE FORMULE PEUT ETRE APPLICABLE A NOTRE PAYS ?\

=POLITIQUE EXTERIEURE= LE PRESIDENT - NOUS ALLONS RESPECTER LES REGLES : JE REPONDS A LA DERNIERE QUESTION DE M. CHARPY SUR L'OR `METAL`, C'EST UNE QUESTION INTERNATIONALE, ET PUIS NOUS PASSERONS AUX QUESTIONS INTERIEURES. LE PROBLEME DE L'OR A ETE UN PEU OUBLIE DANS LE GRAND TUMULTE INTERNATIONAL DES DERNIERS MOIS ET C'EST CEPENDANT UN PROBLEME QUI EST FONDAMENTAL CONCERNANT LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ET CONCERNANT LES MOYENS DE PAIEMENT D'UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS DONT LE NOTRE. VOUS SAVEZ QU'UN ACCORD A ETE ETABLI VOICI QUELQUES MOIS, AU MOIS D'AVRIL, A ZEIST AUX PAYS-BAS CONCERNANT UN PREMIER USAGE DE L'OR A L'INTERIEUR DES RELATIONS EUROPEENNES ET, D'AILLEURS, DANS UN ACCORD INTERVENU ENTRE L'ALLEMAGNE FEDERALE ET L'ITALIE, UNE PREMIERE ESQUISSE DE L'USAGE DE L'OR A ETE MISE EN PRATIQUE. MAIS JE N'ENTRERAI PAS DANS LE DETAIL DE CE PROBLEME, QUOI QUE J'AURAI LE GOUT PERSONNEL DE LE FAIRE, JE CROIS QU'IL FAUT ALLER PLUS LOIN ET EN CE QUI NOUS CONCERNE NOUS INVITERONS NOS PARTENAIRES A ALLER PLUS LOIN, ET JE DIRAI A ALLER PLUS LOIN D'ICI LA FIN DE L'ANNEE\

EN EFFET, CE QUI A DEJA ETE DECIDE SUR-LE-PLAN DE LA REFORME DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL CONFERE UN ROLE CENTRAL A CE QU'ON APPELLE LES DROITS DE TIRAGES SPECIAUX `DTS` ET DONC A L'OR `METAL` LA FONCTION D'UN INSTRUMENT MONETAIRE. A-PARTIR DU MOMENT OU IL N'EST PLUS L'INSTRUMENT MONETAIRE CENTRAL, IL DOIT ETRE UN INSTRUMENT D'USAGE BANALISE, C'EST-A-DIRE QUE LES BANQUES CENTRALES DOIVENT POUVOIR FAIRE USAGE DE CET ACTIF MONETAIRE COMME DES AUTRES ACTIFS MONETAIRES, ET LA FICTION SUIVANT LAQUELLE IL EXISTE UN PRIX CONVENTIONNEL DE L'OR `METAL` A 42 DOLLARS L'ONCE A L'HEURE ACTUELLE, C'EST-A-DIRE LE QUART DE LA VALEUR DU MARCHE, VALEUR A LAQUELLE NE S'EFFECTUE, VOUS LE SAVEZ, AUCUNE TRANSACTION QUELCONQUE, A CETTE CONSEQUENCE VERITABLEMENT ABSURDE DE DIMINUER ARTIFICIELLEMENT LA VALEUR DES AVOIRS MONETAIRES DE L'ENSEMBLE DES PAYS QUI ONT A FAIRE FACE A DES DEFICITS CONSIDERABLES PUISQUE CELA CONSISTE EN REALITE A DIVISER PAR

DES DEFICITS CONSIDERABLES PUISQUE CELA CONSISTE EN REALITE A DIVISER PAR QUATRE LE MONTANT REEL DES RESERVES DE CEUX QUI DISPOSENT DE LEURS ACTIFS EN OR. CETTE SITUATION EST ABSURDE ET NE PEUT PAS DURER. IL CONVIENT DONC D'OBTENIR VIS-A-VIS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, LA BANALISATION COMPLETE DU ROLE DE L'OR, C'EST-A-DIRE LA POSSIBILITE POUR LES BANQUES CENTRALES DE VENDRE ET D'ACHETER, ET DONC, DE COMPTABILISER LEURS AVOIRS EN OR A UNE VALEUR QUI TIENNE COMPTE DE LA REALITE DU MARCHE. ET NOUS SOMMES PAR CONTRE TOUT A FAIT HOSTILES A LA POSITION PRISE PAR CERTAINS EXPERTS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL QUI VOUDRAIENT CONFIER AU FONDS MONETAIRE LE SOIN DE VENDRE SON ENCAISSE EN OR. JE N'ENTRERAI PAS DANS LE DETAIL DES MOTIFS, MAIS J'INDIQUE QUE CETTE ENCAISSE NE LUI APPARTIENT PAS, QUE C'EST UN DEPOT FAIT PAR LES MEMBRES DU FMI, QUI DEVRAIT LEUR ETRE RESTITUE EN CAS DE DISSOLUTION DE CE FONDS & ENSUITE QU'ON NE VOIT PAS A QUEL COURS LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL POURRAIT INTERVENIR DES LORS QU'IL N'Y AURAIT PLUS DE COURS OFFICIEL DE L'OR ET QU'ENFIN LE FONDS MONETAIRE QUI VA ETRE LE SOUTIEN D'OPERATIONS D'EMPRUNTS VIS-A-VIS DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE DOIT EN CONSERVER LES GARANTIES ET SON ENCAISSE D'OR EN EST UNE. NOTRE POSITION EST DE CONTINUER DANS LA DIRECTION OUVERTE, LA BANALISATION DU ROLE MONETAIRE DE L'OR ABOUTISSANT, JE LE REPETE, A TROIS CONSEQUENCES : LA LIBERTE POUR LES BANQUES CENTRALES DE LA VENDRE, MAIS LA LIBERTE POUR LES BANQUES CENTRALES DE L'ACHETER ET LA LIBERTE POUR CES MEMES BANQUES DE LA COMPTABILISER A UN PRIX VOISIN DU PRIX DU MARCHE. M. PASSERON, C'EST VOUS QUI FAITES LA TRANSITION, NOUS AVONS TERMINE AVEC LA POLITIQUE EXTERIEURE\ QUESTION - JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE DERNIERE QUESTION DE POLITIQUE EXTERIEURE. JE VOUS DEMANDE PARDON, SI VOUS PERMETTEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS EVOQUER UN PROBLEME GEOGRAPHIQUEMENT MOINS IMPORTANT QUE CELUI QUE VOUS AVEZ TRAITE EN PARLANT DU PROCHE-ORIENT, MAIS QUI POSE UN PROBLEME EXTREMEMENT DOULOUREUX, JE VEUX DIRE LE PROBLEME DE CHYPRE. A CHYPRE, 200 000 REFUGIES DE LA ZONE ENVAHIE SONT ACTUELLEMENT, AYANT TOUT PERDU, A LA CHARGE DES 300 000 HABITANTS DE LA ZONE SUD. LA FRANCE, JE SAIS, N'EST PAS DIRECTEMENT INTERESSEE DANS LE CONFLIT, ELLE Y EST HUMAINEMENT ET PAR QUELQUES INTERETS PARTICULIERS NOTAMMENT LES BIENS DE LA MISSION DE L'UNIVERSITE DE LYON A SALAMINE QUI ONT ETE ENTIEREMENT PILLES, DEVASTES, LA FRANCE A-T-ELLE UN MOYEN D'INTERVENIR DANS CE DRAME DOULOUREUX ? LE PRESIDENT - NOUS NE PARLERONS PAS DU FOND. SUR LE FOND, LA POSITION DE LA FRANCE EST BIEN CONNUE, NOUS AVONS APPORTE NOTRE AIDE AUX AUTORITES DE L'ILE POUR FAIRE FACE A LA SITUATION DE DETRESSE DES TRES NOMBREUX REFUGIES ET NOUS AVONS EGALEMENT MIS EN OEUVRE L'ENSEMBLE DE NOS MOYENS DIPLOMATIQUES ET POLITIQUES POUR ASSURER LA GARANTIE DE NOS RESSORTISSANTS & NOUS CONTINUERONS A LE FAIRE AVEC LE DESIR QU'APRES L'AFFRONTMENT CRUEL ET MALHEUREUX DE L'ETE DERNIER, UNE SOLUTION PUISSE ETRE TROUVEE QUI RETABLISSE LES DEUX COLLECTIVITES DE L'ILE DANS L'EGALITE DE LEURS DROITS\

QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT... LE PRESIDENT - JE VOUS EN PRIE, JE VEUX PRESERVER LA MALHEUREUSE POLITIQUE INTERIEURE QUI N'A PLUS DROIT QU'A VINGT MINUTES... QUESTION - JE VOUS DEMANDAIS, MONSIEUR LE PRESIDENT, SI VOUS PENSIEZ QU'UNE FORMULE D'UNION NATIONALE, POUR FAIRE FACE A LA CRISE ACTUELLE, ETAIT APPLICABLE ? LE PRESIDENT - M. PASSI, IL PEUT Y AVOIR UNION NATIONALE QUAND IL Y A LE DESIR ET LE LANGAGE DE L'UNION NATIONALE. JE TIENS, EN CE QUI ME CONCERNE, LE LANGAGE DE L'UNION, VOUS NE M'AVEZ PAS VU SUR LES ECRANS OU DANS LES COLONNES =PRESSE= ME REPANDRE EN JUGEMENTS SOMMAIRES OU EN DIATRIBES. MAIS JE DIRAI QUE JE N'OBSERVE PAS ACTUELLEMENT, DANS L'ENSEMBLE DU MONDE POLITIQUE FRANCAIS. LE LANGAGE ET LE

COMPORTEMENT DE L'UNION NATIONALE. JE LE REGRETTE. MAIS AUSSI LONGTEMPS QUE CETTE ATTITUDE D'ESPRIT N'EXISTERA PAS, CE GENRE D'HYPOTHESE NE POURRA PAS ETRE ENVISAGE. JE VOUS INDIQUE PAR CONTRE, ET JE TERMINE PAR LA AVEC LES AFFAIRES EXTERIEURES, QU'ETANT DONNE L'IMPORTANCE DES 3 REUNIONS QUI VONT SE TENIR D'ICI LA FIN DE L'ANNEE, C'EST-A-DIRE, JE L'ESPERE, LE SOMMET EUROPEEN, LA VENUE A PARIS DE M. LEONID BREJNEV ET LA VENUE DU PRESIDENT FORD =PRESIDENTS ETRANGERS= DANS LE DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE, JE \_COMPTE M'ENTREtenir AVEC L'ENSEMBLE DES DIRIGEANTS DE LA MAJORITE ET DE L'OPPOSITION, DES POSITIONS INTERNATIONALES QUI DEVRAIENT ETRE CELLES DE LA FRANCE DANS CES DIFFERENTES CIRCONSTANCES ET RECUEILLIR LEURS SUGGESTIONS A CET EGARD. CECI AURA \_LIEU AVANT LA FIN DU MOIS DE NOVEMBRE, POUR TOUS SANS EXCEPTION\

QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, J'EN REVIENS A UNE QUESTION DE POLITIQUE INTERIEURE QUI INTERESSE, JE CROIS, TOUS LES FRANCAIS : SI LA SITUATION EXIGEAIT D'ICI LA FIN DE L'ANNEE QU'ON FASSE DES ECONOMIES `ENERGIE` SUR L'ESSENCE ET LE PETROLE, QU'ELLE MESURE PRENDRIEZ-VOUS POUR LIMITER LA CIRCULATION AUTOMOBILE. LE PRESIDENT - D'ABORD, NOUS AVONS PRIS UNE POSITION QUI EST CELLE D'UN PLAFONNEMENT DU COUT DES IMPORTATIONS DE LA FRANCE POUR 1975. EN 1974 IL N'Y A PAS DE PROBLEME PUISQU'IL N'EST PAS ENVISAGE D'AUGMENTATION DU PRIX DES PRODUITS PETROLIERS AVANT LE DEBUT DE 1975 - D'AUGMENTATION DU FAIT DES PRODUCTEURS - ET, DONC, IL N'Y A PAS \_LIEU DE CHANGER LE DISPOSITIF ACTUEL. QUEL EST LE DISPOSITIF ACTUEL ? C'EST UN RATIONNEMENT POUR ENVIRON 80 % DE LA CONSOMMATION TOTALE, PUISQUE LE RATIONNEMENT PORTE SUR LES CARBURANTS QUI SONT CONSOMMES POUR LE CHAUFFAGE ET QU'IL PORTE EGALEMENT SUR UNE TECHNIQUE DIFFERENTE, QUI EST CELLE DES CONTRATS SUR LE FUEL LOURD CONSOMME PAR L'INDUSTRIE, ET LE TOTAL DE CES DEUX CONSOMMATIONS REPRESENTE 80 % DE LA CONSOMMATION TOTALE DE PETROLE PAR LA FRANCE. SI BIEN QUE C'EST A L'INTERIEUR DE CES TECHNIQUES QUE POURRAIT ETRE TRAITE, LE CAS ECHEANT, L'ESSENTIEL DU PROBLEME C'EST-A-DIRE UNE MODIFICATION DU RATIONNEMENT EN CE QUI CONCERNE CES DEUX TYPES DE CONSOMMATION\ =TRANSPORTS= POUR CE QUI EST DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE, IL FAUT APERCEVOIR QUE LA CIRCULATION AUTOMOBILE CONSOMME UNE FRACTION IMPORTANTE MAIS SECONDAIRE DU TOTAL DE NOS IMPORTATIONS DE CARBURANTS. EN SENS INVERSE, IL Y A LA SITUATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE DONT IL FAUT TENIR \_COMPTE, CE QUI FAIT QUE CE QUE NOUS POUVONS FAIRE DANS LES CIRCONSTANCES PREVISIBLES, C'EST METTRE FIN A UN CERTAIN NOMBRE D'ABUS. J'APPELLE ABUS, PAR EXEMPLE, DES VITESSES DE CIRCULATION RIDICULES, ET QUI TEMOIGNENT D'UN MANQUE, A LA FOIS DE SOLIDARITE ET DE DIGNITE, CAR LA CIRCONSTANCE NE REQUIERT PAS QU'ON CIRCULE, A L'HEURE ACTUELLE, A DES VITESSES INVRAISEMBLABLES, ET QU'ON NE RESPECTE PAS LES NORMES QUI ONT ETE FIXEES. CELA CONSISTE EGALEMENT A PRATIQUER ACTIVEMENT LA PRIORITE DONNEE AUX TRANSPORTS EN \_COMMUN, PAR-RAPPORT AUX FORMES DE TRANSPORT INDIVIDUEL, SUR-LE-PLAN DE LA REGLEMENTATION, SUR-LE-PLAN DE L'EQUIPEMENT, ETC... MAIS CELA NE CONDUIT PAS, DANS LES PERSPECTIVES QUE NOUS AVONS, A DES TECHNIQUES DE RATIONNEMENT\

=SONDAGES D'OPINION= QUESTION. - MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE PENSEZ-VOUS DE LA BAISSSE DE VOTRE INDICE DE POPULARITE ? EST-CE QUE VOUS N'Y VOYEZ PAS LA CONSEQUENCE D'UN DETACHEMENT DES CLASSES MOYENNES DU PROGRAMME LIBERAL SUR LEQUEL VOUS AVIEZ ETE ELU, PLUS EXACTEMENT DE LA POLITIQUE APPLIQUEE PAR VOTRE GOUVERNEMENT, CONTRAIRE A CE PROGRAMME SUR CERTAINS POINTS ? LE PRESIDENT - JE N'AI RIEN PENSE LORSQUE MON INDICE EST PASSE DE 50 A 53, JE NE PENSE RIEN LORSQU'IL PASSE DE 53 A 50

- JE DIRAI QUE, DE TOUTE FACON, LA FRANCE A LA CHANCE DE POUVOIR ETRE GOUVERNEE PAR DES HOMMES, NON PAS MOI SEULEMENT, MAIS JE VEUX DIRE PAR DES HOMMES QUI PEUVENT GOUVERNER SANS AVOIR L'OEIL FIXE SUR LE CADRAN DE LA POPULARITE. C'EST UNE CHANCE POUR ELLE, CE N'EST PAS UNE CHANCE POUR MOI, PARCE QUE TELS ET TELS PAYS VOISINS QUI SONT CONFRONTES A DES ECHEANCES ELECTORALES PERMANENTES APERCOIVENT LA DIFFICULTE OU L'IMPOSSIBILITE QU'IL Y A DE CONDUIRE UNE POLITIQUE A MOYEN TERME SI L'ON A NECESSAIREMENT L'OEIL RIVE SUR LE CADRAN DE SA PROPRE POPULARITE. J'EXERCE MA FONCTION POUR SERVIR LES INTERETS DE LA FRANCE, ET NON PAS POUR SERVIR MA COTE DE POPULARITE PERSONNELLE. JE SOUHAITE D'AILLEURS QUE LES FRANCAIS LE RESSENTENT AINSI ET QUE, DANS LE TEMPS, SI VOUS VOULEZ, LA COTE DE POPULARITE REJOIGNE L'IDEE QUE J'AI, L'IDEE QUE JE ME FAIS DE CE QUE SONT LES INTERETS DE LA FRANCE. MAIS JE FERAI TOUJOURS PASSER LA CONSIDERATION DES PREMIERS AVANT LA PREOCCUPATION DE LA SECONDE\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= QUESTION. - MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, VOUS AVEZ TOUT A L'HEURE PARLE DANS DES TERMES TRES GRAVES, AU DEBUT DE CETTE CONFERENCE\_DE\_PRESSE, ET JE VOUDRAIS Y REVENIR D'UN MOT. VOUS AVEZ DIT QUE TOUTES LES COURBES SEMBLAIENT... VOUS AVEZ MEME DIT CONDUISENT A LA CATASTROPHE. PAR CONSEQUENT, CE N'EST PROBABLEMENT PAS SUR DES MESURES DE DETAIL QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS \_COMPTE ORIENTER SA POLITIQUE. JE NE PEUX PAS CROIRE NON PLUS QUE CE SOIT PAR DES ACCORDS D'INTERDEPENDANCE ENTRE LES NATIONS QUE VOUS PENSEZ QU'ON ARRIVERA A REGLER TOUT CELA. PAR CONSEQUENT, IL FAUT DONC QUE LA FRANCE FASSE SES PROPRES EFFORTS. LE GOUVERNEMENT A COMMENCE. NOUS AVONS EU UN DEBAT BUDGETAIRE QUI A ETE AMORCE PAR LE MINISTRE DES FINANCES. MAIS EST-CE QUE CETTE CRISE EST PERCEPTIBLE, OU EST-CE PARCE QU'ELLE EST IMPERCEPTIBLE, QUE LE MALAISE ATTEINT BEAUCOUP DE COUCHES =SOCIALES= EN FRANCE ? VOUS AVEZ UNE GREVE DES POSTES TRES GRAVE POUR LES ENTREPRISES FRANCAISES, ET PAS SEULEMENT POUR ELLES, PLUS DES FAILLITES, ET UN CERTAIN NOMBRE D'AUTRES PHENOMENES, J'EN PASSE. QUELLE POLITIQUE VOUS-MEME ET LE GOUVERNEMENT \_COMPTEZ-VOUS PRENDRE POUR MOBILISER, EN QUELQUE SORTE, LA NATION FRANCAISE ET LA METTRE EN SITUATION DE SE PRESENTER DEVANT CES CATASTROPHES ? M. LE PRESIDENT - VOUS ME DEMANDEZ CE QU'IL FAUT FAIRE, ET VOUS AJOUTEZ UNE AUTRE QUESTION, EN REALITE, QUI EST DE SAVOIR S'IL FAUT MOBILISER, OU COMMENT ON PEUT MOBILISER L'OPINION FRANCAISE POUR LE FAIRE. D'ABORD, QUE FAUT-IL FAIRE ? QUELLE EST NOTRE SITUATION ? JE VOUS L'AI DIT TOUT A L'HEURE, ET J'Y REVIENS, VOUS AVEZ L'AIR DE CONSIDERER QUE C'EST UN PEU SECONDAIRE, UN PEU LOINTAIN, IL N'Y A PAS DE SOLUTION COMPLETE DES PROBLEMES DE LA FRANCE ACTUELLE, S'IL N'Y A PAS DANS LE MEME TEMPS DES SOLUTIONS SUR-LE-PLAN INTERNATIONAL. IL NE FAUT PAS CROIRE QU'UNE POLITIQUE FRANCAISE QUELLE QU'ELLE SOIT, MENEES PAR QUI QUE CE SOIT, POURRAIT PLACER LA FRANCE A L'ABRI DES GRANDS REMOUS DU MONDE, C'EST UNE VUE PARESSEUSE, ET JE DIRAI SOTTE. MAIS CE N'EST PAS LA VOTRE\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= EN REALITE, NOUS POUVONS TRAITER UNE PARTIE DU PROBLEME QUI EST NOTRE PARTIE, ET POUR LE RESTE NOUS DEVONS PRENDRE DES INITIATIVES. S'IL Y AVAIT TOUT DE MEME UNE SOLUTION CONCERTEE AU PROBLEME DE L'ENREGISTREMENT SUR-LE-PLAN MONDIAL, CE SERAIT TRES IMPORTANT. S'IL Y AVAIT SUR-LE-PLAN MONETAIRE L'ESQUISSE D'UNE ESQUISSE DE LA MISE SUR PIED D'UN SYSTEME PLUS ORDONNE, CE SERAIT POSITIF. SI, SUR-LE-PLAN DE L'INFLATION, IL Y AVAIT UNE ATTITUDE CONCERTEE PLUS ACTIVE DE L'EUROPE, CE SERAIT EGALEMENT POSITIF. DONC IL NE FAUT PAS CROIRE QUE CE SOIT NEGLIGEABLE OU SECONDAIRE, C'EST A MON AVIS IMPORTANT, MAIS IL EST VRAI QUE NOUS AVONS NOTRE PROBLEME A TRAITER NOUS MEMES. CE PROBLEME, QUEL EST IL ? C'EST LA RESISTANCE D'UNE

A TRAITER NOUS-MEMES. CE PROBLEME, QUEL EST-IL ? C'EST LA PERSISTANCE D'UNE SITUATION D'INFLATION, C'EST L'APPARITION, LA PRISE DE CONSCIENCE D'UNE PREOCCUPATION CONCERNANT L'EMPLOI\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= POUR CE QUI EST DE L'EMPLOI, CONVENEZ QU'IL Y A LONGTEMPS QUE JE VOUS EN PARLE. LE 5 DECEMBRE DERNIER, JE M'EN SOUVIENS TRES BIEN D'AILLEURS J'AVAIS LA MEME CHEMISE... AU QUAI BRANLY, JE PRESENTAIS UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES DE POLITIQUE ANTI INFLATION, ET LES JOURNALISTES ME DISAIENT : MAIS ENFIN, LA POLITIQUE ANTI-INFLATION, C'EST UN PEU MOU, IL FAUDRAIT ALLER PLUS LOIN ET PLUS FORT. ET JE LEUR DISAIS : PEUT-ETRE FAUDRA-T-IL ALLER PLUS LOIN ET PLUS FORT, MAIS JE VOUS INDIQUE QUE D'ICI UN AN, TOUTES VOS PLUMES NE TRAITERONT PLUS QUE DU PROBLEME DE L'EMPLOI. AU MOIS DE SEPTEMBRE DERNIER, IL Y A DONC UN PEU PLUS\_D'UN MOIS, JE ME TROUVAIS DEVANT NON PAS UNE LEVEE DE BOUCLIER, CE N'ETAIT PAS DES BOUCLIER, MAIS UNE LEVEE DE PORTE-PAROLE, DE PORTE-VOIX QUI VOULAIENT A TOUT PRIX ME FAIRE PARLER. ME FAIRE PARLER POUR QUE JE DISE QUOI ? QUE ME DEMANDAIENT-ON DE DIRE AU MOIS DE SEPTEMBRE ? ON ME DEMANDAIT DE DIRE : SOIT IL FAUT DURCIR LA POLITIQUE, SOIT EXPLIQUEZ-NOUS COMMENT ON PEUT REVENIR A LA SITUATION PRECEDENTE. SI JE N'AI PAS PARLE, C'EST QUE J'ETAIS EN DESACCORD SUR CES DEUX POINTS. JE NE VOULAIS PAS DURCIR LA POLITIQUE - JE VAIS VOUS DIRE POURQUOI - ET JE NE VOULAIS PAS FAIRE CROIRE AUX FRANCAIS QU'ON POUVAIT REVENIR A LA SITUATION PRECEDENTE\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= NOUS SOMMES DANS UNE SITUATION TRANSFORMEE. NOTRE ORIENTATION, NOTRE ATTITUDE D'ESPRIT, C'EST DE NOUS ADAPTER A CETTE SITUATION TRANSFORMEE, ET NON PAS DE VIVRE DANS L'ILLUSION, ET BIEN PIRE ENCORE, DE CREER L'ILLUSION QUE NOUS POURRIONS REVENIR EN ARRIERE. JE NE VOULAIS PAS NON PLUS DU DURCISSEMENT DE LA POLITIQUE QUI M'ETAIT RECLAME ET PROPOSE, ET J'AI A CET EGARD DE TRES BONNES CITATIONS. ON ME PROPOSAIT DONC EN SEPTEMBRE LE DURCISSEMENT DE LA POLITIQUE & ON A MEME TROUVE UNE PROCEDURE POUR LE FAIRE. MAIS CONSTATEZ DES A PRESENT, EN PRENANT L'ENQUETE QUE VIENT DE PUBLIER L'INSEE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE AU DEBUT DU MOIS D'OCTOBRE, QUE DES LA RENTREE, DES LE MOIS DE SEPTEMBRE, LA SITUATION ECONOMIQUE AVAIT CHANGE. A L'HEURE ACTUELLE, LES PERSPECTIVES DES CHEFS D'ENTREPRISE SONT BEAUCOUP PLUS DE DOUTE EN CE QUI CONCERNE LA PRODUCTION ET L'EMPLOI, ET PAR CONTRE LES PERSPECTIVES SONT BEAUCOUP PLUS FAVORABLES EN CE QUI CONCERNE L'EVOLUTION DES PRIX. DONC, CE QU'ON VOULAIT NOUS FAIRE FAIRE, C'EST-A-DIRE QUELQUE CHOSE QUI ETAIT DUR POUR LA PRODUCTION ET POUR L'EMPLOI, ETAIT A LA FOIS NUISIBLE EN CE QUI CONCERNE LE NIVEAU DE L'ACTIVITE, ET INUTILE EN CE QUI CONCERNE LES PERSPECTIVES DE PRIX. PAR CONSEQUENT NOTRE PROBLEME, A L'HEURE ACTUELLE, C'EST DE POURSUIVRE LA DESINFLATION =LUTTE CONTRE L'INFLATION= TOUT EN APPORTANT UN SOUTIEN NECESSAIRE A L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET A L'EMPLOI. C'EST DONC, COMME VOUS LE VOYEZ, UN PROBLEME DIFFICILE, PARCE QUE C'EST UN PROBLEME DE DOSAGE\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= IL FAUT POURSUIVRE LA DESINFLATION =LUTTE CONTRE L'INFLATION=, CAR LA SOCIETE FRANCAISE N'ACCEPTERAIT PAS DURABLEMENT UNE INFLATION A DEUX CHIFFRES. ELLE NE SERAIT PAS DETRUITE. L'INFLATION, LORSQU'ELLE REJOINT A PEU PRES LES TAUX D'INTERETS ANNUELS, C'EST-A-DIRE 6 % A 7 %, C'EST DEJA INSUPPORTABLE, CELA CAUSE DEJA UN CERTAIN NOMBRE D'INJUSTICES, MAIS CELA PEUT ETRE CORRIGE PAR UN CERTAIN NOMBRE DE MECANISMES. LORSQUE C'EST L'INFLATION A DEUX CHIFFRES, A LAQUELLE NOUS SOMMES, C'EST-A-DIRE 14 %, 15 %, AUCUN MECANISME NE PEUT EN ATTENUER LES EFFETS SOCIAUX, ET CELA CREE PAR UN CERTAIN NOMBRE DE CATEGORIES, LES PRODUCTEURS AGRICOLES PAR EXEMPLE, LES EPARGNANTS PAR EXEMPLE, DES SITUATIONS QUI SONT INACCEPTABLES. CE QUI FAIT QUE LA POLITIQUE CUI

LE GOUVERNEMENT DOIT REVENIR TRES VITE A UNE INFLATION A UN CHIFFRE. A CET EGARD, LES RESULTATS QUI SONT OBTENUS, QUI NE SONT PAS SPECTACULAIRES NI EXTRAORDINAIRES, VONT DANS LE BON SENS. VOUS AVEZ VU QUE L'OBJECTIF QUE LE GOUVERNEMENT S'ETAIT FIXE, C'EST-A-DIRE UNE HAUSSE DES PRIX REJOIGNANT 1 % PAR MOIS A LA FIN DE L'ANNEE - C'EST PASSER DU RYTHME ACTUEL QUI ETAIT UN RYTHME DE 15,5 %, A UN RYTHME DE 12 - CET OBJECTIF, SEMBLE-T-IL, POURRA ETRE ATTEINT D'ICI LA FIN DE L'ANNEE ET LE FAIT DE POURSUIVRE ET D'ABOUTIR A UN TAUX D'INFLATION QUI SOIT DE L'ORDRE DE 6 A 7 % POUR LE MILIEU DE L'ANNEE 1975, APPARAÎT EGALEMENT UN OBJECTIF QUE L'ON PEUT ESPERER ATTEINDRE. IL FAUT DONC POURSUIVRE LA DESINFLATION ET LE GOUVERNEMENT FAIT BIEN DE LA POURSUIVRE\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= IL FAUT ENSUITE SOUTENIR L'EMPLOI ET, POUR SOUTENIR L'EMPLOI, NOUS AVONS PUSSE, DES L'ORIGINE, COMME VOUS SAVEZ, A DES MESURES QUI SONT DES MESURES REVOLUTIONNAIRES CAR LA GARANTIE DE DOUZE MOIS DE SALAIRE =INDEMNITE DE LICENCIEMENT= N'EXISTE NULLE PART DANS LE MONDE. ELLE N'EXISTE NULLE PART DANS LE MONDE, NI PAR SA DUREE, NI PAR SA QUOTITE, CAR IL EXISTE DES PAYS QUI ONT UNE LEGISLATION ASSEZ LONGUE SUR LE MAINTIEN DU SALAIRE AUX TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI =CHOMEURS= , MAIS QUI DEPASSE RAREMENT NEUF MOIS. CE QUI EST PLUS FREQUENT, C'EST UN CERTAIN NOMBRE DE SEMAINES. LES LEGISLATIONS LES PLUS AVANCEES, A L'HEURE ACTUELLE, C'EST NEUF MOIS. LA FRANCE C'EST DOUZE MOIS. CEUX QUI ONT NEUF MOIS NE GARANTISSENT PAS LA TOTALITE DU SALAIRE, ALORS QUE LES DECISIONS PRISES EN FRANCE, C'EST DE GARANTIR LA TOTALITE DU SALAIRE PENDANT UNE PERIODE DE 12 MOIS. NOUS AVONS DONC, A CET EGARD, UNE LEGISLATION REVOLUTIONNAIRE DE PROTECTION DU TRAVAILLEUR PRIVE D'EMPLOI\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= NATURELLEMENT, IL NE SUFFIT PAS D'ASSURER LES RESSOURCES DU TRAVAILLEUR PRIVE D'EMPLOI & IL FAUT MAINTENIR LE NIVEAU D'ACTIVITE ET D'EMPLOI. A CET EGARD, QUELLES SONT NOS PERSPECTIVES ET QUE \_COMPTONS-NOUS FAIRE ? D'ABORD, POURSUIVRE LA CROISSANCE EN 1975. VOUS AVEZ DU VOIR QUE, DANS LE BUDGET ECONOMIQUE - VOUS PARLIEZ DE LA DISCUSSION BUDGETAIRE - DANS LE BUDGET ECONOMIQUE, IL EST PREVU UN TAUX DE CROISSANCE DE 4,2 % POUR L'ECONOMIE FRANCAISE, C'EST-A-DIRE PAS DU TOUT UN TAUX DE CROISSANCE NUL OU NEGATIF, COMME CERTAINS PAYS QUE NOUS CONNAISSONS. IL FAUT SAVOIR, LA AUSSI, QU'A L'HEURE ACTUELLE, LES CHIFFRES SONT TOUT A FAIT DANS NOTRE SENS. LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES AURA ETE, POUR 1974, DE 1,9 % & ELLE AURA ETE, POUR LA FRANCE, DE 4,7 %. LA CROISSANCE ECONOMIQUE PREVUE PAR L'ENSEMBLE DE NOS GRANDS PARTENAIRES EUROPEENS, AMERICAINS, JAPONAIS, =ETRANGERS= EN MOYENNE POUR 1975 - JE L'AI DIT TOUT A L'HEURE - EST DE 2,9 %, ET NOUS PREVOYONS, EN CE QUI NOUS CONCERNE, 4,2 %. IL FAUT D'AILLEURS SAVOIR QU'AU-COURS DE CES DEUX ANNEES, 1974 ET 1975, LA FRANCE AURA PRIS, AU POINT DE VUE DES QUANTITES PRODUITES, UNE AVANCE DE 3 % SUR L'ALLEMAGNE FEDERALE. IL FAUT DONC POURSUIVRE LE SOUTIEN DE NOTRE ACTIVITE ECONOMIQUE. LE RETRAIT DE LA VAGUE DE L'INFLATION FAIT APPARAÎTRE UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES DE STRUCTURES ECONOMIQUES, DE MEME D'AILLEURS QUE LE REDEPLOIEMENT NECESSAIRE DE NOTRE INDUSTRIE, A LA SUITE DE LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE FAIT APPARAÎTRE LA NECESSITE D'ADAPTER OU DE TRANSFORMER UN CERTAIN NOMBRE DE STRUCTURES ECONOMIQUES. JE DONNE L'ASSURANCE QUE CES TRANSFORMATIONS BENEFICIERONT DU SOUTIEN ACTIF DE L'ETAT. JE SUIS LIBERAL, ON LE SAIT. LES UNS TROUVENT QUE C'EST TRES BIEN, LES AUTRES TROUVENT QUE C'EST TRES MAL, MAIS ENFIN JE SUIS LIBERAL, C'EST-A-DIRE RESPECTUEUX DE L'INITIATIVE, DE LA CAPACITE D'INVENTER, DE COMMANDER, DE DECIDER. MAIS JE NE CONSIDERE

PAS QUE LE LIBERALISME CONSISTE, DANS LES PERIODES TROUBLEES A LAISSER LES CHOSES ALLER A L'AVENTURE, ET PUISQUE NOUS AVONS UN REDEPLOIEMENT IMPORTANT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE FRANCAISE, PUISQUE NOUS AVONS DES DIFFICULTES SECTORIELLES QUI APPARAISSENT, IL EST ESSENTIEL QUE LES POUVOIRS PUBLICS APPORTENT LEUR CONTRIBUTION A LA SOLUTION DE CES DIFFICULTES\

=LA FRANCE FACE A LA CRISE MONDIALE= D'AILLEURS, LES OBSERVATEURS ONT DU NOTER LA MODIFICATION D'UNE TENDANCE DANS LE BUDGET QUI ETAIT, POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS LONGTEMPS, L'AUGMENTATION DES CREDITS DU FDES, SUCCEDANT A UNE DIMINUTION. POURQUOI CETTE AUGMENTATION ? C'EST POUR DETERMINER PRECISEMENT LE GOUVERNEMENT DES MOYENS DE SOUTIEN NECESSAIRES POUR CELLES DES ENTREPRISES A STRUCTURE Saine QUI AURAIENT A FAIRE FACE A UNE DIFFICULTE D'ACTIVITE OU DE REDEPLOIEMENT, ET SI CES RESSOURCES ETAIENT INSUFFISANTES, NOUS METTRIONS EN\_OEUVRE TOUS LES MOYENS NECESSAIRES EN 1975. A CET EGARD, JE VOUS INDIQUE AUSSI QUE SI NOUS AVONS APORTE UN TEL ATTACHEMENT A FAIRE QUE LES FINANCES PUBLIQUES FRANCAISES SOIENT EN EXCEDENT ET D'AILLEURS LES FINANCES PUBLIQUES FRANCAISES SONT LES SEULES A ETRE EN EXCEDENT DANS LES GRANDS PAYS DU MONDE - LES SEULES - C'EST PRECISEMENT POUR ABORDER CETTE PHASE NOUVELLE, AVEC DES MOYENS DE MANOEUVRE. CEUX QUI, A L'HEURE ACTUELLE, SONT EN DEFICIT, JE DIS DEJA EN DEFICIT, N'ONT PAS DE MOYENS DE MANOEUVRE NI SUR-LE-PLAN FISCAL, NI SUR-LE-PLAN DE LA DEPENSE, ALORS QUE LA FRANCE QUI EST EN EXCEDENT, DISPOSE DES MOYENS DE MANOEUVRE ET, BIEN ENTENDU, LES UTILISERA. C'EST POURQUOI, MONSIEUR FERNIOT, SUR CE POINT JE VOUDRAIS QUE VOUS SACHIEZ QUE, FACE AU PROBLEME DU MAINTIEN DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI, LE GOUVERNEMENT DEPLOIERA, EN 1975, ET A MA DEMANDE, TOUTES LES INITIATIVES NECESSAIRES\

QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE PENSEZ-VOUS DES MOUVEMENTS DIVERS QUI AGITENT ACTUELLEMENT LA MAJORITE ET L'OPPOSITION, DE CERTAINES TENTATIVES DE REGROUPEMENT AU-SEIN DE LA MAJORITE ET DE CERTAINES DEFINITIONS DE LA LOYALTE, VIS-A-VIS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE ?

PRESIDENT - IL Y A EU UN GRAND EVENEMENT. L'ELECTION PRESIDENTIELLE A ETE UN GRAND EVENEMENT. IL EST RESSENTI ENCORE COMME TEL, A LA FOIS PAR L'OPPOSITION QUI NE SE CONSOLE PAS - CE QUE JE COMPRENDS - D'AVOIR APERCU LE POUVOIR A LA PORTEE DE LA MAIN ET D'AVOIR VU LES FRANCAIS, BRUSQUEMENT, LE LUI REFUSER. ALORS, ELLE NE S'EN CONSOLE PAS, ELLE SE COMPORTE ENCORE COMME SI LE PROBLEME, POUR ELLE, ETAIT DE RETROUVER UN POUVOIR QUE LES FRANCAIS NE LUI ONT PAS CONFIE ET QU'ELLE NE PEUT RETROUVER NECESSAIREMENT, DANS L'AVENIR, QU'A L'ISSUE DE CONSULTATIONS ELECTORALES QUI SONT, VOUS LE SAVEZ, A LA FOIS CERTAINES MAIS LOINTAINES. ET PUIS, IL Y A LE PROBLEME DE L'ORGANISATION DE LA MAJORITE. LA MAJORITE, EN FRANCE, EST UNE MAJORITE PRESIDENTIELLE. ELLE S'ETAIT DONC ORGANISEE EN-FONCTION DES PERSONNALITES, DES FORTES PERSONNALITES DES PRESIDENTS SUCCESSIFS DE LA VEME REPUBLIQUE. ELLE DOIT DESORMAIS S'ORGANISER AUTOUR DE LA NOUVELLE ELECTION PRESIDENTIELLE. D'AUTRE\_PART, CETTE MAJORITE S'EST ELARGIE, ET JE M'EN REJOUIS, PARCE QUE C'ETAIT UNE DE MES CONVICTIONS DE BASE QUE LA FRANCE AVAIT BESOIN, POUR ETRE GOUVERNEE, DE COMPORTER, DANS LES RANGS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE ET AU GOUVERNEMENT, LA TOTALITE DES ELEMENTS REPRESENTANT, POLITIQUEMENT, LE CENTRE. IL EST EVIDENT QU'UNE TELLE REORGANISATION, QU'UN TEL CHANGEMENT S'EST ACCOMPAGNE DE REMOUS PARFAITEMENT EXPLICABLES. MAIS JE NOTE QUE DANS LA VIE PUBLIQUE, CE QUI \_COMPTE, CE SONT LES VOTES. ET REGARDEZ LES VOTES : CHAQUE FOIS QU'IL Y A UN GRAND PROBLEME, QU'IL VIEN UN GRAND DEBAT, QU'IL VIEN UN GRAND TEXTE, LA MAJORITE PRESIDENTIELLE EST

CONFORME A CE QU'ELLE ETAIT AU LENDEMAIN DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE, C'EST-A-DIRE QU'ELLE COMPORTE L'ENSEMBLE DE CEUX QUI FONT PARTIE DES FORMATIONS POLITIQUES QUI ONT SOUTENU MA CANDIDATURE AU 2EME TOUR\

=POSTES ET TELECOMMUNICATIONS= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, QUELLES SONT VOS INTENTIONS : PRIVATISER LES P.T.T. OU NATIONALISER DASSAULT ? LE PRESIDENT - IL N'EST ABSOLUMENT PAS QUESTION, JE LE DIS TOUT DE SUITE, DE PRIVATISER LES P.T.T. C'EST UNE IDEE ABSURDE. JE CROIS QUE PERSONNE NE L'A. IL Y A UN PROBLEME TRES DIFFICILE ET QUI EXPLIQUE D'AILLEURS LES MOUVEMENTS SOCIAUX ACTUELS QUI SONT DES MOUVEMENTS SOCIAUX, JE L'INDIQUE POUR LE COMMENTAIRE, QUI NE PORTENT PAS SUR LES SECTEURS A PROPOS DESQUELS CERTAINS AVAIENT PU IMAGINER, OU POURRAIENT IMAGINER UNE SOLUTION DE PRIVATISATION, C'EST-A-DIRE LE SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS : MAIS CELA PORTE SUR LE SECTEUR AU CONTRAIRE, QUE PERSONNE N'A JAMAIS INDIQUE OU ENVISAGE, QUI EST CELUI DES POSTES. CE SONT LES PROBLEMES DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'ACTIVITE DANS CERTAINS SECTEURS MANUELS DES POSTES, ET NOTAMMENT LES ACTIVITES DE TRI. CE SONT DES ACTIVITES NOCTURNES QUI, COMME VOUS LE SAVEZ, SONT TRES DURES ET TRES REPETITIVES ET QUI SONT EFFECTUEES PAR DES TRAVAILLEURS TRES JEUNES QUI PRENNENT CELA COMME PREMIER EMPLOI ET QUI ENSUITE CHERCHENT A AVOIR UNE AUTRE ACTIVITE. LE PROBLEME DE CETTE ACTIVITE DANS LES POSTES EST EN EFFET UN PROBLEME QUI A ETE POSE ET QUI EST REEL. A L'HEURE ACTUELLE, CES MOUVEMENT EXISTENT. ILS N'ONT PAS, COMME VOUS LE SAVEZ, FORMULE JUSQU'A PRESENT DE REVENDICATIONS PRECISES QUI PEUVENT FOURNIR MATIERE A L'ENGAGEMENT D'UNE NEGOCIATION, MAIS JE ME SUIS ASSURE EN FIN DE MATINEE ENCORE QUE SI TEL ETAIT LE CAS, ET SI LES ORGANISATIONS SYNDICALES DEFINISSAIENT, CONCERNANT LES CATEGORIES EN GREVE, DES OBJECTIFS POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE NEGOCIATION, BIEN ENTENDU, LES POUVOIRS PUBLICS DE LEUR COTE OUVRIRAIENT CETTE NEGOCIATION. DEUXIEME PARTIE, IL N'Y A PAS A L'HEURE ACTUELLE DE PROGRAMME DE NATIONALISATION, COMME VOUS LE SAVEZ : IL Y A UN PROBLEME D'AVENIR DE L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE FRANCAISE, QUI DOIT ETRE TRAITÉ AVEC BEAUCOUP D'ATTENTION. JE SOUHAITE POUR MA PART QUE LA FRANCE CONSERVE UNE VOCATION AERONAUTIQUE, ET QUE, BIEN ENTENDU, L'ETAT EXERCE DANS CE SECTEUR ESSENTIEL LA PLENITUDE DE SES RESPONSABILITES\

=DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS UN MOIS ET DEMI VOUS ALLEZ RENCONTRER LE PRESIDENT FORD A LA MARTINIQUE, ET MES COMPATRIOTES SERONT SENSIBLES AU FAIT QUE CE SOIT DANS CETTE TERRE ET A FORT-DE-FRANCE QUE VOUS ALLEZ LE RENCONTRER & ILS Y VOIENT UN SYMBOLE PARCE QUE VOUS ALLEZ DEMONSTRER QUE LA MARTINIQUE EST FRANCAISE DEPUIS TROIS SIECLES ET VOUS SAVEZ QU'IL Y A UN PROBLEME DE SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE QUI PEUT ENTRAINER DES CONSEQUENCES SOCIALES EXTREMEMENT GRAVES ET EXPLOSIVES, ET, COMME VOUS NOUS AVEZ DIT TOUT A L'HEURE QUE VOUS VOULIEZ LE CHANGEMENT PAR LE BIEN, JE DOIS VOUS DEMANDER QUELLE MESURE VOUS ENVISAGEZ POUR QUE LES ANTILLES CONNAISSENT LE CHANGEMENT PAR LE BIEN ?\

LE PRESIDENT - SUR LE MEME SUJET ? QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER SONT AUSSI LA FRANCE TELLE QU'ELLE EST. L'ILE DE MAYOTTE =T.O.M.= AURA-T-ELLE LA POSSIBILITE DE RESTER FRANCAISE SI ELLE LE VEUT ?.\

=D.O.M.= LE PRESIDENT - SUR CE PROBLEME DES ANTILLES, J'AI, EN FAIT, PROPOSE AU PRESIDENT DES ETATS-UNIS, QUI L'A ACCEPTE, QUE NOTRE PREMIERE RENCONTRE AIT \_LIEU SUR UNE TERRE FRANCAISE. J'AURAI AINSI, D'ICI LA FIN DE L'ANNEE, L'OCCASION DE RECEVOIR SUR DES TERRES FRANCAISES A LA FOIS LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES =URSS= DIIIS I F DPRESIDENT DES ETATS-UNIS =DAYS FRANGERS= ET IF SERAI D'AILLIEURS IF

POUR LE PRÉSIDENT DES ÉTATS UNIS ET DES ÉTATS ÉTRANGERS ET LE GÉNÉRAL D'AILLEURS, JE CROIS, CONCERNANT LES NOUVEAUX RESPONSABLES OU CHEFS\_D'ÉTAT AYANT PRIS LEURS FONCTIONS AU-COURS DE L'ANNÉE DERNIÈRE, JE SERAI LE PREMIER AUQUEL CES TRÈS HAUTES PERSONNALITÉS VOUDRONT BIEN RENDRE VISITE. J'AI PROPOSÉ LES ANTILLES PARCE QUE JE SOUHAITAIS MOI-MÊME ME RENDRE AUX ANTILLES - JE L'AVAIS ANNONCÉ, D'AILLEURS, AU MOMENT DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE -. LES ANTILLES ONT LE STATUT DÉPARTEMENTAL, IL EST DONC NATUREL QUE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AILLE SUR\_PLACE RENCONTRER LES POPULATIONS ET S'INFORMER COMPLÈTEMENT DE LEURS PROBLÈMES. PARMI CES PROBLÈMES, IL Y A CELUI DU SOUS-DEVELOPPEMENT, DU DEVELOPPEMENT INSUFFISANT. DES EFFORTS ONT ÉTÉ TENTÉS, ACCOMPLIS DANS DES SECTEURS IMPORTANTS, NOTAMMENT LE SECTEUR DU TOURISME, MAIS IL EST CERTAIN QU'IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE POUR VALORISER DU POINT\_DE\_VUE ÉCONOMIQUE, ET DU POINT\_DE\_VUE SOCIAL, LES DÉPARTEMENTS ANTILLAIS. JE CONSACRERAI UNE JOURNÉE À CHACUN D'ENTRE EUX, ET JE RENCONTRERAI EN-PARTICULIER LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES DÉPARTEMENTS, DE FAÇON À EXAMINER LES MESURES QUI PEUVENT ÊTRE PRISES POUR POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT DES ANTILLES\

=D.O.M.= À CETTE OCCASION, CERTAINS POSERONT LE PROBLÈME DU \_CADRE DÉPARTEMENTAL. J'AI ÉTÉ FRAPPÉ, AU MOMENT DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, DU FAIT QUE L'ANCIEN PARTI AUTONOMISTE QUI S'ÉTAIT MANIFESTÉ EN RÉALITÉ À PARTIR DE 1958, ET QUI AVAIT PRIS POSITION EN\_FAVEUR D'UNE AUTONOMIE POUVANT CONDUIRE À UNE INDÉPENDANCE, AVAIT CHANGÉ DE LANGAGE AU-COURS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, ET QUE LES REPRÉSENTANTS DE MON PRINCIPAL CONCURRENT, LORSQU'ILS SONT ALLÉS DANS LES ÎLES, DANS LES ANTILLES, ONT TENU UN LANGAGE EXTRAORDINAIREMENT MODÉRÉ ET INCOLORE SUR LE SUJET, CE QUI A PERMIS À UNE FRACTION DE LA POPULATION ANTILLAISE, ATTACHÉE AU STATUT DÉPARTEMENTAL, DE VOTER, CE QUI ÉTAIT TOUT À FAIT NATUREL, POUR MON CONCURRENT MALHEUREUX. MAIS C'EST PARCE QUE LE PARTI AUTONOMISTE A CHANGÉ SON OBJECTIF ET SON CAP AU-COURS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, CE QUI A MONTRE QU'IL EXISTAIT AU-SEIN DE LA POPULATION ANTILLAISE UN ATTACHEMENT AU STATUT DÉPARTEMENTAL. ALORS IL EST VRAI QUE LE STATUT DÉPARTEMENTAL, POUR DES DÉPARTEMENTS LOINTAINS, DOIT DONNER \_LIEU À UN CERTAIN NOMBRE D'ADAPTATIONS, NOTAMMENT ADMINISTRATIVES, ET QU'IL FAUT POUSSER TRÈS LOIN, JE L'INDIQUE, LA DECONCENTRATION DES DÉPARTEMENTS ANTILLAIS. MAIS JE NE CROIS PAS QU'IL SOIT SOUHAITABLE D'INVENTER UNE SORTE DE STATUT DE DÉPARTEMENT DE 2ÈME CLASSE, CAR IL FAUT BIEN VOIR QUE S'IL Y AVAIT DES DIFFÉRENCES DANS LE STATUT DÉPARTEMENTAL DES ANTILLES, CE SERAIT PRINCIPALEMENT DES DIFFÉRENCES À LEUR DESAVANTAGE, PUISQUE CELA CONSISTERAIT À MOINS APPLIQUER, OU À MOINS BIEN APPLIQUER UN CERTAIN NOMBRE DE PARTIES JUSTEMENT PROGRESSIVES DE NOTRE LEGISLATION. JE CROIS DONC QUE LA SOLUTION EST DANS UNE TRÈS LARGE DÉCENTRALISATION : C'EST PEUT-ÊTRE DANS UNE ORGANISATION RÉGIONALE DIFFÉRENTE QU'IL FAUT LA RECHERCHER, ET J'EN TIRERAI LES CONCLUSIONS À L'ISSUE DE LA VISITE DONT JE ME REJOUIS, DANS LES DÉPARTEMENTS ANTILLAIS\

=TERRITOIRES D'OUTRE-MER= POUR CE QUI EST DE L'ÎLE MAYOTTE, LE TEXTE A ÉTÉ ÉVOQUÉ PAR L'ASSEMBLÉE\_NATIONALE & IL S'AGIT DE L'ARCHIPEL DES COMORES & C'EST UN ARCHIPEL QUI CONSTITUE UN ENSEMBLE SITUÉ, VOUS LE SAVEZ, ENTRE MADAGASCAR, INDÉPENDANTE, ET LE MOZAMBIQUE, INDÉPENDANT, OU EN TOUT CAS QUI VA L'ÊTRE EN JUIN PROCHAIN. C'EST UNE POPULATION QUI EST HOMOGENE, DANS LAQUELLE IL N'EXISTE PRATIQUEMENT PAS DE PEUPLEMENT D'ORIGINE FRANÇAISE OU UN PEUPLEMENT TRÈS LIMITE. ÉTAIT-IL RAISONNABLE D'IMAGINER QU'UNE PARTIE DE L'ARCHIPEL DEVIENNE INDÉPENDANTE ET QU'UNE ÎLE, QUELLE QUE SOIT LA SYMPATHIE QU'ON PUISSE ÉPROUVER POUR SES HABITANTS, CONSERVE UN STATUT DIFFÉRENT ?

JE CROIS QU'IL FAUT ACCEPTER LES REALITES CONTEMPORAINES. LES COMORES SONT UNE UNITE, ONT TOUJOURS ETE UNE UNITE & IL EST NATUREL QUE LEUR SORT SOIT UN SORT COMMUN, MEME SI, EN EFFET CERTAINS D'ENTRE EUX POUVAIENT SOUHAITER - ET CECI NATURELLEMENT NOUS TOUCHE, ET BIEN QUE NOUS NE PUISSIONS PAS, NE DEVIONS-NOUS PAS EN TIRER DES CONSEQUENCES -, MEME SI CERTAINS POUVAIENT SOUHAITER UNE AUTRE SOLUTION. NOUS N'AVONS PAS, A L'OCCASION DE L'INDEPENDANCE D'UN TERRITOIRE, A PROPOSER DE BRISER L'UNITE DE CE QUI A TOUJOURS ETE L'UNIQUE ARCHIPEL DES COMORES\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PUISQUE VOUS ETES DE NOUVEAU ELOIGNE DE L'HEXAGONE, EST-CE QUE VOUS POURRIEZ DEFINIR QUELLE SERA LA REORIENTATION DE LA POLITIQUE DE LA COOPERATION DE LA FRANCE AVEC LES ETATS AFRICAINS FRANCOPHONES ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, LA SITUATION DES ETATS AFRICAINS FRANCOPHONES EVOLUE, PARCE QUE CERTAINS D'ENTRE EUX BENEFICIENT DE L'EVOLUTION ACTUELLE - CEUX QUI SONT DETENTEURS DE CERTAINES RESSOURCES -, ET QUE D'AUTRES, AU CONTRAIRE, VOIENT LEUR SITUATION RENDUE PLUS DIFFICILE. CE SONT CEUX QUI SONT D'ESSENCE CONTINENTALE ET ELOIGNES DES GRANDES VOIES DE COMMUNICATION OU D'ACCES, CE QUI FAIT QU'IL EST NATUREL DE PRENDRE EN CONSIDERATION LA SITUATION DE CEUX QUI SE TROUVENT ATTEINTS PAR LES EVENEMENTS ACTUELS. D'AUTRE\_PART, JE PENSE QUE, DANS L'AVENIR DE NOTRE COOPERATION, NOUS DEVONS DEVELOPPER LA PARTIE INVESTISSEMENTS ET DONNER LA PRIORITE A CETTE PARTIE INVESTISSEMENT SUR LA PARTIE FONCTIONNEMENT OU DE PRISE EN CHARGE D'UN CERTAIN NOMBRE DE DEPENSES COURANTES. ENFIN, IL EST TRES IMPORTANT DE CHERCHER LA MISE SUR PIED DE GRANDS PROJETS& JE VEUX DIRE QUE, JUSQU'A PRESENT, NOUS TRAITONS, SUR-LE-PLAN DE LA COOPERATION, UN CERTAIN NOMBRE DE PROJETS ET, DES QUE DES PROJETS ATTEIGNAIENT UNE CERTAINE AMPLEUR, NOUS NOUS EN OCCUPIONS MOINS ACTIVEMENT, PARCE QUE NOUS N'AVONS PAS LA CAPACITE DE LES RESOUDRE SEULS& OR, IL Y A QUELQUES PROJETS TRES IMPORTANTS POUR LES ETATS AFRICAINS QUI SONT, NOTAMMENT, LES CONSTRUCTIONS DE VOIES DE COMMUNICATION `TRANSPORTS` OU DE CHEMIN\_DE\_FER POUR LESQUELS UN FINANCEMENT INTERNATIONAL EST INDISPENSABLE ET UNE CONTRIBUTION DE LA BANQUE\_MONDIALE NECESSAIRE, ET POUR CES GRANDS PROJETS, LA TECHNIQUE DE LA COOPERATION SERAIT D'ETRE, POUR LA FRANCE, LE CHEF DE FILE D'UN EFFORT INTERNATIONAL DE FINANCEMENT POUR LA REALISATION DE CES GRANDS ENSEMBLES& DANS LE MONDE ACTUEL, IL Y A UNE CERTAINE TENTATION DE RECULER SUR LA VOIE DE LA COOPERATION, PUISQU'IL Y A UN TRANSFERT DE RESSOURCES, ET L'ON POURRAIT IMAGINER QUE CE TRANSFERT DE RESSOURCES NOUS CONDUISE A NOUS DESINTERESSER DU SORT DE NOS PARTENAIRES& MAIS CE SERAIT UNE VUE QUI SERAIT TOUT A FAIT EGOISTE ET CONTRAIRE A NOTRE ASPIRATION NATIONALE & LA COOPERATION, C'EST UNE TRES GRANDE OEUVRE DE LA FRANCE& JE SOUHAITE D'AILLEURS QU'ELLES SOIT DEMAIN UNE TRES GRANDE OEUVRE DE L'EUROPE ET LA FRANCE CONTINUERA A Y APPORTER UNE CONTRIBUTION SUBSTANCIELLE& NOUS AVONS CONNU - IL FAUT ETRE FRANC A CET EGARD - UNE CERTAINE DIMINUTION DU POURCENTAGE DE NOTRE PRODUIT NATIONAL CONSACRE A LA COOPERATION& NOUS DEVRONS, AU-COURS DES PROCHAINES ANNEES, REPENDRE LA PROGRESSION DE CE POURCENTAGE\

UN JOURNALISTE - MONSIEUR LE PRESIDENT, ALORS QUE M. LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRESENTAIT A LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLEE\_NATIONALE SON PROJET DE BUDGET POUR 1975, TOUT LE MONDE A PU CONSTATER QUE M. LE PREMIER MINISTRE SE LIVRAIT, AU BANC DU GOUVERNEMENT, A LA CONFECTION DE COCOTTES EN PAPIER. QUE PENSEZ-VOUS DE CE COMPORTEMENT ET CONSIDEREZ-VOUS QU'IL TRADUISE UNE CONCEPTION NORMALE DE LA SOLIDARITE MINISTERIELLE ? LE PRESIDENT - VOTRE QUESTION N'EST PAS SERIEUSE, JE NE VAIS PAS Y REPENDRE

SERIEUSEMENT. JE VOUS DIRAI QUE CELA MONTRE QUE LE PREMIER MINISTRE, COMME MOI-MEME, EPROUVE DE FACON AIGUE LA PERCEPTION DE L'AVENIR MARITIME DE LA FRANCE

- MAIS JE VAIS REpondre MAINTENANT SERIEUSEMENT. LE PREMIER MINISTRE EST UN EXCELLENT PREMIER MINISTRE. C'EST UN HOMME QUI TRAVAILLE AVEC BEAUCOUP D'ACTIVITE, QUI TRAITE A FOND LES QUESTIONS, QUI FAIT MONTRE D'UNE SOLIDARITE SANS FAILLE ET DONC JE NE VOUDRAIS PAS QU'ON LUI FASSE DES CRITIQUES DESOBLIGEANTES, D'AUTANT PLUS IL VOUS EN A PARLE LUI-MEME AVEC AMUSEMENT QUE VOUS CONNAISSEZ LA PRATIQUE PARLEMENTAIRE : ON VOUS ENVOIE TOUT LE TEMPS TOUTES SORTES DE LETTRES PENDANT UN DEBAT £ QUAND ON A UN PAPIER ENTRE LES MAINS, ON LE PLIE DANS TOUS LES SENS, IL SE PEUT QUE CERTAINS LE PLIENT EN FORME DE COCOTTES, LES AUTRES SE CONTENTENT DE LE JETER DANS LA CORBEILLE A PAPIER\

=POLITIQUE EXTERIEURE= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, IL SEMBLE QUE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA GUINEE SOIENT EN VOIE D'AMELIORATION £ LE PRESIDENT SEKOU TOURE Y A FAIT ALLUSION LE 2 OCTOBRE =1974 DATE=. PENSEZ VOUS QUE CETTE AMELIORATION DOIVE SE CONCRETISER PROCHAINEMENT ? LE PRESIDENT - JE LE SOUHAITE. LES RELATIONS ENTRE LA GUINEE ET LA FRANCE ONT ETE DETERMINEES A L'ORIGINE, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, PAR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA GUINEE A OPTÉ - CE QUI ETAIT SON DROIT D'AILLEURS - POUR SON INDEPENDANCE. PUIS, CES RELATIONS SONT DEVENUES NORMALES EN 1963. IL Y A EU ENSUITE UNE CRISE, EN 1965, QUI A CONDUIT A LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA GUINEE ET LA FRANCE. DEPUIS L'ELECTION PRESIDENTIELLE, UN CERTAIN NOMBRE DES OBSTACLES QUI S'OPPOSAIENT A L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS NORMALES ENTRE LA GUINEE ET LA FRANCE ONT ETE LEVEES ET LES CIRCONSTANCES PERMETTENT D'ENVISAGER UNE NORMALISATION DE CES RELATIONS. LE PRESIDENT SEKOU TOURE, DANS UN DISCOURS QU'IL A PRONONCE LE 2 OCTOBRE DERNIER, A INDIQUE QUE TEL ETAIT SON DESIR ET QU'IL ENVISAGEAIT DE REPRENDRE DES RELATIONS NORMALES, ET MEME UNE COOPERATION, AVEC NOTRE PAYS. JE LE REMERCIE DE SON PROPOS ET J'INDIQUE QUE, DE NOTRE COTE, NOUS SOMMES, EN EFFET, DESIREUX DE RETABLIR AVEC LA GUINEE DES RELATIONS NORMALES COMPORTANT NOTAMMENT LE RETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES\ QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE L'ACTION DE VOTRE ANCIEN COLLEGE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. JOBERT, VOUS AGACE OU VOUS AMUSE ? LE PRESIDENT - PAS DE COMMENTAIRE

-\

QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, L'INDUSTRIE GRAPHIQUE FRANCAISE TRAVERSE ACTUELLEMENT UNE CRISE TRES GRAVE. LA FERMETURE DE LA NEO-GRAVURE, EN-PARTICULIER, A LA FIN DU MOIS, VA METTRE EN PERIL UNE DIZAINE DE GRANDS PERIODIQUES FRANCAIS. LA LIBERTE D'EXPRESSION SE TROUVE AINSI MENACEE. QUE \_COMPTE FAIRE LE GOUVERNEMENT ? LE PRESIDENT - UN CERTAIN NOMBRE D'ENTREPRISES SE TROUVENT EN DIFFICULTE. IL FAUT REGARDER LA SITUATION REELLE DE CES ENTREPRISES ET IL FAUT FAIRE EN SORTE QUE L'EVOLUTION DE L'ENTREPRISE EN FRANCE NE LA PLACE PLUS DESORMAIS DANS UNE TELLE SITUATION. JE SUIS NAVRE DE VOIR, PAR EXEMPLE, QUE BEAUCOUP D'ENTREPRISES FRANCAISES, DONT ON VOIT LES DIFFICULTES, DISPOSENT DE FONDS PROPRES INSUFFISANTS. OR, ON NE PEUT PAS, DANS UNE ECONOMIE COMMUNAUTAIRE, ENTREPRENDRE DE DEVELOPPER UNE ENTREPRISE SANS FAIRE UN EFFORT DE FONDS PROPRES £ LE RISQUE ECONOMIQUE DOIT ETRE UN RISQUE DANS LEQUEL ON S'ENGAGE, DANS LEQUEL LES INTERESSES S'ENGAGENT ET, NOTAMMENT, LES SOCIETES QUI PEUVENT ETRE LES ACTIONNAIRES DE TELLE OU TELLE DE CES ENTREPRISES. LA PART DES FONDS PROPRES, ON LE DECOUVRE, DANS LES ENTREPRISES FRANCAISES EST TROP FAIBLE. JE SAIS BIEN QU'ON ME DEFONDDA · "C'EST VOTRE FAUTE" MAIS LA N'EST PAS LE SUIET UNE ECONOMIE

NE REPOURRA. C'EST VOTRE TÂCHE. MAIS EN EST PAS LE SUJET, UNE ECONOMIE DOIT S'IMPOSER D'INVESTIR DANS SES ENTREPRISES DES FONDS PROPRES POUR UN MONTANT SUFFISANT. MA DEUXIEME REMARQUE, C'EST QUE QUAND IL S'AGIT D'ENTREPRISES DANS UN SECTEUR IMPORTANT POUR NOTRE ACTIVITE ECONOMIQUE, QUAND CES ENTREPRISES PARRAISSENT POUVOIR ETRE RETABLIES OU REDRESSEES SANS DOUTE PAR CERTAINES MESURES DE RETABLISSEMENT DE LEUR GESTION, IL EST ESSENTIEL DE LE FAIRE, ET J'AI DONC DEMANDE, DANS LE CAS QUE VOUS INDIQUEZ, QUE TOUT SOIT ENTREPRIS AVEC L'AIDE ACTIVE DES POUVOIRS PUBLICS POUR RETABLIR LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DE CETTE ENTREPRISE & CELA SUPPOSE NATURELLEMENT QU'ON COMMENCE PAR TROUVER UN INDUSTRIEL, UNE EQUIPE QUI PUISSENT ETRE PLACES A LA TETE DE CETTE ENTREPRISE, CELA SUPPOSE ENSUITE QU'ON REUNISSE LES MOYENS DE FINANCEMENT. LES DIRECTIVES DONNEES, C'EST QUE TOUT SOIT FAIT POUR DEGAGER UNE TELLE SOLUTION & J'ESPERE QUE CE SERA POSSIBLE\

=RELATIONS AVEC LE PARLEMENT= QUESTION - EST-CE QUE VOUS \_COMPTEZ FAIRE CONNAITRE VOTRE SENTIMENT PERSONNEL SUR LE DEBAT SUR L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, =AVORTEMENT= OU EST-CE QUE VOUS TROUVEZ QUE C'EST UN PROBLEME DE SOCIETE QUI DOIT ETRE LAISSE A LA CONSCIENCE DES PARLEMENTAIRES ? LE PRESIDENT - DEMAIN MATIN, JE TIENS, AVEC LE PREMIER MINISTRE, LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET MADAME LE MINISTRE DE LA SANTE UNE REUNION POUR LA MISE AU-POINT DU TEXTE QUI SERA FINALEMENT PROPOSE AU PARLEMENT, ET NATURELLEMENT, PRESIDANT LES REUNIONS DE MISE AU-POINT DE CE TEXTE, IL VA DE SOI QUE JE MARQUE AINSI LA POSITION QUE JE PRENDS SUR LE FOND DU SUJET. VIENDRA ENSUITE LE DEBAT PARLEMENTAIRE ET LA \_NATURE D'UN TEL TEXTE, C'EST DE METTRE EN JEU LA CONSCIENCE DES PARLEMENTAIRES. IL LEUR APPARTIENDRA DONC DE SE PRONONCER, SANS DISCIPLINE DE PARTI, SUR UN TEXTE DE CETTE \_NATURE. AUTREMENT DIT, LE GOUVERNEMENT ET MOI-MEME PRENDRONS NOS RESPONSABILITES EN PROPOSANT UN TEXTE & PAR CONTRE, IL APPARTIENDRA AU PARLEMENT DE SE DECIDER SUIVANT LA LIBERTE D'APPRECIATION ET DE CONSCIENCE DE CHACUN & JE VOUS DIRAI QUE DANS L'IDEE QUE J'AI DE L'EVOLUTION DE LA PRATIQUE DE NOS INSTITUTIONS, OU J'ENTENDS ASSUMER PLEINEMENT, JE L'AI DIT D'AILLEURS DES LE DEBUT, LA PLEINE RESPONSABILITE DES FONCTIONS PRESIDENTIELLES, J'ESTIME NATUREL QUE LE PARLEMENT PUISSE EXERCER D'UNE MANIERE CROISSANTE SES PROPRES PREROGATIVES. C'EST AINSI, PAR EXEMPLE, QUE CERTAINS QUI SONT ATTACHES A D'AUTRES CONCEPTIONS DE NOTRE VIE PUBLIQUE S'ETONNENT QUE L'ON PUISSE, ICI OU LA, ACCEPTER QU'UN TEXTE OU UNE PROPOSITION QUE NOUS FAISONS SOIT REJETE OU ECARTE PAR LE PARLEMENT. JE CONSIDERE CELA, SUR CERTAINS SUJETS, COMME NATUREL, A-PARTIR DU MOMENT OU NOUS AVONS UNE AUTORITE PRESIDENTIELLE FORTE ET STABLE, IL EST NATUREL QUE LE PARLEMENT, SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS, PUISSE MONTRER SA PREFERENCE POUR TELLE OU TELLE SOLUTION. C'EST LE PROPRE DES REGIMES QUI ONT UN EXECUTIF FORT ET STABLE, ET CELA EST D'AUTANT PLUS VRAI QUE C'EST UN TEXTE QUI N'INTERESSE PAS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT, MAIS L'\_ETAT DE MOEURS DE LA POPULATION FRANCAISE, \_ETAT SUR LEQUEL CHACUN DOIT ETRE LIBRE DE S'EXPRIMER\

QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT VOUS AVEZ, AU DEBUT DE CET ENTRETIEN AVEC LA PRESSE, EXPRIME DES IDEES EXTREMEMENT SOMBRES, DRAMATIQUES MEME, EN CE QUI CONCERNE L'AVENIR DU MONDE, DISONS, POUR LE LONG TERME, PUIS AU-COURS DE CET ENTRETIEN, REPONDANT AUX QUESTIONS, VOUS AVEZ MANIFESTE UN OPTIMISME ASSEZ RAISONNABLE DISONS, POUR LE COURT OU LE MOYEN TERME. ALORS JE VOUS DEMANDE, MONSIEUR LE PRESIDENT, POUR CEUX QUI VOUS ONT ECOUTE, QU'EST-CE QUI DOIT L'EMPORTER : LE PESSIMISME DU DEBUT DE CET ENTRETIEN, OU L'OPTIMISME QUI A SUIVI ?

LE PRESIDENT - D'ABORD, J'AI REPONDU AUX QUESTIONS, ET QUAND ON REPOND AUX QUESTIONS, LE TON EST DONNE PAR LE SUJET DES

QUESTIONS, ET JE N'AI PAS FAIT UN EXPOSE. J'INDIQUE D'AILLEURS QUE JE FERAI PERIODIQUEMENT A LA TELEVISION FRANCAISE LE POINT DE LA SITUATION DE NOTRE PAYS, ET J'AURAI L'OCCASION DE LE FAIRE, JE LE PENSE, LE MOIS PROCHAIN. MAIS LA, C'EST UNE REUNION\_DE\_PRESSE, JE REPONDS AUX QUESTIONS. ALORS LE PESSIMISME AVAIT POUR CONSEQUENCE DE CONDUIRE A DEUX TYPES DE CONCLUSIONS : PREMIERE CONCLUSION, C'ETAIT LA NECESSITE D'UN EFFORT INTERNATIONAL DE CONCERTATION DONT LA FRANCE ENTEND ETRE UN AGENT ACTIF. DEUXIEMEMENT, LE FAIT QU'IL FALLAIT COMPRENDRE ET ACCEPTER LES DONNEES QUI FONT QUE NOUS VIVONS ET VIVRONS DANS UN MONDE DIFFERENT, COMPORTANT POUR NOUS UN CERTAIN NOMBRE DE CONSEQUENCES DIFFERENTES. MAIS ALORS, J'EN REVIENS A CE QUE VOUS APPELEZ L'OPTIMISME. ON NOUS DEMANDE TRES SOUVENT DE DRAMATISER LA SITUATION ECONOMIQUE OU POLITIQUE ET JE CROIS QUE C'EST M. BASSI QUI A EMPLOYE CE MOT. OR, JE NE VEUX PAS DRAMATISER PARCE QUE DRAMATISER, C'EST EN REALITE DECOURAGER ET JE CROIS QUE CE QU'IL FAUT FAIRE, C'EST ASSEZ DIFFERENT, C'EST DE PERMETTRE A NOS COMPATRIOTES DE REALISER LA SITUATION TELLE QU'ELLE EST ET TELLE QU'ELLE EST DEVENUE, PARCE QUE S'ILS LA REALISENT, ILS EN TIRERONT, J'EN SUIS SUR, LES CONSEQUENCES. C'EST EN REALITE, DANS LES PERIODES DE DIFFICULTES QUE L'ON JUGE LES CAPACITES D'UN PAYS ET JE CONSIDERE POUR MA PART QUE LA FRANCE A LA CAPACITE DE FAIRE FACE, POUR LE PRESENT ET POUR LE FUTUR, AUX DIFFICULTES ACTUELLES, ET D'AILLEURS SI JE NE LE CROYAIS PAS, JE NE SERAIS PAS ICI

=INFORMATION= QUESTION - MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS CETTE ALLOCUTION RADIO-TELEVISEE, EST-CE QUE VOUS POURRIEZ NOUS DIRE UN MOT SUR LES PROBLEMES ACTUELS DE L'ORTF ET NOUS PRECISER UNE QUESTION DE DATE : IL Y A ACTUELLEMENT DEUX COURANTS, A LA MAISON DE LA RADIO, L'UN DU COTE DU SYNDICAT QUI DIT QUE LE GOUVERNEMENT POURRAIT REPOUSSER LA MISE EN\_PLACE DES NOUVELLES SOCIETES OU DU MOINS, DEMANDER AU PARLEMENT QU'ON REPOUSSE LA MISE EN\_PLACE DES NOUVELLES SOCIETES AU 15 FEVRIER, L'AUTRE, DU COTE DE L'EX-PRESIDENCE, QUI DIT QU'AU CONTRAIRE LE GOUVERNEMENT VOUDRAIT MAINTENIR LA DATE DU 6 JANVIER =1975 DATE= A TOUTE FORCE. LE PRESIDENT - IL N'Y A AUCUN INTERET A PROLONGER L'INCERTITUDE OU LES DIFFICULTES ACTUELLES. LES PERIODES DE TRANSITION SONT DIFFICILES POUR TOUT LE MONDE, PRINCIPALEMENT POUR LES INTERESSES EUX-MEMES, ET IL EST PREFERABLE DE MAINTENIR LA DATE TELLE QU'ELLE A ETE VOTEE PAR LE PARLEMENT. M. PASSERON - AU NOM DE MES CONFRERES, JE PENSE POUVOIR CETTE FOIS-CI VOUS REMERCIER, MONSIEUR LE PRESIDENT, D'AVOIR REPONDU A NOS QUESTIONS\